

Sous la direction de **Olivier Fillieule**

Le désengagement militant

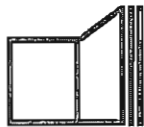
An abstract artwork featuring a large, bold blue 'X' shape centered on a red background. The 'X' is formed by two thick, slightly irregular lines. The background is a textured red with various shades and some darker, almost black, areas. There are also some green and blue patches scattered around the 'X'.

BELIN

Sociologiquement

Sous la direction de **Olivier Fillieule**

Le désengagement militant



BELIN

8, rue Férou
75278 Paris cedex 06
www.editions-belin.com

Dans la même collection
Collection dirigée par Gérard Mauger et Michel Offerlé

Volontaires chez Mère Teresa.

«*Auprès des plus pauvres d'entre les pauvres*», Xavier Zunigo, 2003.

En couverture : Gregory Ochocki © Digital Stock

Le code de la propriété intellectuelle n'autorise que « les copies ou reproductions strictement réservées à l'usage privé du copiste et non destinées à une utilisation collective » [article L. 122-5]; il autorise également les courtes citations effectuées dans un but d'exemple ou d'illustration. En revanche « toute représentation ou reproduction intégrale ou partielle, sans le consentement de l'auteur ou de ses ayants droit ou ayants cause, est illicite » [article L. 122-4]. La loi 95-4 du 3 janvier 1994 a confié au C.F.C. (Centre français de l'exploitation du droit de copie, 20, rue des Grands-Augustins, 75006 Paris), l'exclusivité de la gestion du droit de reprographie. Toute photocopie d'œuvres protégées, exécutée sans son accord préalable, constitue une contrefaçon sanctionnée par les articles 425 et suivants du Code pénal.

Pour Magali Brissaud Sainte-Marie,
avec affection et gratitude.

Remerciements

Cet ouvrage est issu d'une journée d'étude organisée avec Nonna Mayer dans le cadre des activités du Groupe d'Etudes et de Recherche sur les Mutations du Militantisme (GERMM) et sous l'égide de l'Association française de science politique. Un grand merci à Anne Havy et Pierre Muller pour leur soutien à cette occasion. Nonna Mayer aurait dû être co-éditrice de ce volume mais elle s'est désengagée de cette tâche, faute de temps. Le lecteur saura lui faire grâce de ce scrupule et considérer ce travail comme étant aussi le sien, à l'exception bien sûr des imperfections qu'il recèle.

Cette journée d'étude fut l'occasion d'un débat riche, et quelquefois animé, avec les discutants. Ce livre en porte la trace et je tiens tout particulièrement à remercier pour leur contribution Pierre Favre, Nonna Mayer, Anne Muxel, Erik Neveu, Frédéric Sawicki, et Marc Lazar qui, ne pouvant être présent lors des débats, fut néanmoins l'un de ceux qui, avec Pierre Favre, orienta mon attention sur ce thème du désengagement militant. Un grand merci enfin à Michel Offerlé, qui nous a fait bénéficier d'une lecture serrée du manuscrit. Près de quatre ans se sont écoulés entre la tenue de la journée en mai 2001 et la publication de ce livre. Ce délai un peu long s'explique par le souhait que j'avais de profiter d'un séjour de six mois à l'Université de Berkeley pour approfondir la recherche bibliographique sur le sujet. Mais les bibliothèques américaines sont fatales aux gourmands et je succombais bientôt aux sirènes d'un autre projet lancé par Mounia Bennani-Chraïbi sur les mouvements sociaux dans le monde arabe. L'ordre des priorités en fut inversé et ce n'est qu'une fois réfugié sur les rives du Léman que je pus à nouveau me consacrer au désengagement. Aussi suis-je infiniment reconnaissant aux auteurs de leur belle patience, ainsi qu'à mes camarades du Centre de Recherche sur l'Action Politique de l'Université de Lausanne (CRAPUL) pour leur soutien. Merci tout particulièrement à Mounia Bennani-Chraïbi, Daniel Gaxie, Philippe Gottraux, Anne Marijnen, Cécile Péchu, Florence Passy, Bernard Voutat et Michael Vögeli pour les remarques dont ils m'ont fait profiter; ce dernier s'étant par ailleurs chargé de la lourde tâche de relire l'ensemble du manuscrit.

Toute ma reconnaissance enfin à Daniel Gaxie et Isabelle Sommier, du Centre de Recherche Politique de la Sorbonne (CRPS), dont la générosité et la sollicitude m'ont été un constant soutien ces trois dernières années.

Table des matières

Remerciements	3
Liste des abréviations	8
Avant-propos	9
Chapitre 1 □ Temps biographique, temps social et variabilité des rétributions, Olivier Fillieule	17
□ Avec l'âge, les raideurs se déplacent...	21
□ Cycles sociaux et <i>trends</i> de longue durée	23
□ Sortie de rôle et renégociation identitaire	28
□ Les conséquences biographiques de l'engagement	31
□ Les logiques psycho-sociologiques de l'attachement	39
□ Conclusion	44
Chapitre 2 □ Pour dépasser l'analyse structurale de l'engagement militant, Doug McAdam	49
□ De la psychologie à la structure	50
□ Au-delà des variables structurelles : recherche de mécanismes explicatifs	53
□ Illustration du programme : quatre exemples	54
□ Les réseaux dans le processus de désengagement	67
□ Conclusion	71

Chapitre 3	Autodissolution d'un collectif politique.	
	Autour de Socialisme ou Barbarie, Philippe Gottraux	75
	▫ L'engagement individuel	79
	▫ Effets de structure et dynamique collective	86
	▫ Les difficultés empiriques d'un programme de recherche ambitieux	90
Chapitre 4	Une psychologie sociale de l'exit,	
	Bert Klandermans	95
	▫ Insuffisance des gratifications	96
	▫ Déclin de l'engagement	98
	▫ Études sur le désengagement	100
	▫ Conclusion	110
Chapitre 5	Interactions sociales et imbrications des sphères de vie,	
	Florence Passy	111
	▫ Des dynamiques délaissées par la recherche	111
	▫ Réseaux sociaux, sphères de vie et construction de sens	114
	▫ Démarche qualitative et structures de sens	117
	▫ Persistance de l'activisme politique	118
	▫ Les dynamiques du désengagement	123
	▫ Structures de sens et engagement protestataire	128
Chapitre 6	« Raisons de sortir ». Les militants du Parti communiste français,	
	Catherine Leclercq	131
	▫ Crise de l'organisation et restructuration de l'offre politique	134
	▫ Le désengagement communiste au microscope	136
	▫ Les micro-logiques du détachement	141
	▫ Ce que partir veut dire. Un processus de désidentification	147
Chapitre 7	Gérard Belloin, de l'engagement communiste à « l'auto-analyse »,	
	Bernard Pudal	155
	▫ Préambule	155
	▫ Séquence 1 : la quête fusionnelle avec « le parti » ou la fin de l'histoire (1944-1953)	157
	▫ Séquence 2 : la reconfiguration de l'accord au Parti et le réaménagement des investissements militants (1953-1964)	160

▣ Séquence 3 : le double « je » pratiqué et sa somatisation (1964-1972)	162
▣ Séquence 4 : le dénouement et ses conditions psychologiques et politiques (1972-1980)	164
▣ Conclusion	167
Chapitre 8 ▣ Une expérience « incommunicable » ? Les ex-militants d'extrême-gauche français et italiens, Isabelle Sommier	171
▣ Parler des « maux du passé » : obstacles et résistances	173
▣ Des désengagés engagés dans la fabrique de l'histoire	178
▣ Partis-pris méthodologiques et théoriques	184
▣ En guise de conclusion	187
× Chapitre 9 ▣ La défection dans deux associations de lutte contre le sida : Act Up et AIDES, Olivier Fillieule et Christophe Broqua	189
▣ Le désengagement : carrières et contextes d'action	189
▣ Matériaux et traitements	190
▣ Logiques du désengagement	198
▣ Retour aux trajectoires individuelles	216
▣ Conclusion	225
Chapitre 10 ▣ La continuité des mouvements sociaux. La mise en veille du mouvement des femmes, Verta Taylor	229
▣ Introduction	229
▣ Processus de mise en veille dans les mouvements sociaux	230
▣ Présentation des sources	232
▣ Les transformations du mouvement des femmes après l'obtention du droit de vote	233
▣ Dimensions du mouvement social et structures dormantes	237
▣ Les conséquences pour le mouvement des femmes renaissant	245
▣ Conclusion	249
Notes	251
Bibliographie	289
Index des noms	313
Index des thèmes	317

Liste des abréviations

AJEC: Association de la jeunesse étudiante et catholique
ANRS: Agence nationale de recherche sur le sida
ASUD: Association d'auto-support des usagers de la drogue
CFDT: Confédération française démocratique du travail
CGT: Confédération générale du travail
CNUC: Comité national unitaire des communistes
CRAPUL: Centre de recherche sur l'action politique de l'université de Lausanne
CRESAL: Centre de recherche et d'études sociologiques appliquées de la Loire
DAL: Droit au logement
DB: Déclaration de Berne
ERA: Equal Rights Amendment
FNARC: Fédération nationale des associations pour la renaissance communiste
GERMM: Groupe d'étude et de recherche sur les mutations du militantisme
GP: Gauche prolétarienne
IKV: Interchurch Peace Council Netherlands
JC: Jeunesse communiste
LC: Lotta continua
LCR: Ligue communiste révolutionnaire
LWV: League of Women Voters
MRP: Mouvement républicain populaire
NC: Nouvelle critique
NOW: National Organization for Women
NRP: Nouvelle résistance populaire
NWP: National Women Party
PCF: Parti communiste français
PCI: Parti communiste internationaliste
PCUS: Parti communiste d'Union soviétique
PO: Pouvoir ouvrier
PotOp: Potere Operaio
PSA: Parti socialiste autonome
PSDI: Partito socialista democratico italiano
PSU: Parti socialiste unifié
RH: Réunion hebdomadaire (à Act up)
RPR: Rassemblement pour la République
SCLC: Southern christian leadership conference
SCOPE: Summer community organisation and political education project
SDS: Students for a democratic society
SFIO: Section française de l'Internationale ouvrière
SGEN: Syndicat général de l'Éducation nationale
SIC: Section des intellectuels communistes
UEC: Union des étudiants communistes
UGS: Union de la gauche socialiste
UJRF: Union de la jeunesse républicaine de France
VLR: Vive la révolution

La défection dans deux associations de lutte contre le sida : Act Up et AIDES¹

Olivier Fillieule et Christophe Broqua

▣ Le désengagement : carrières et contextes d'action?

L'analyse de l'engagement doit forcément en passer par la prise en compte de la réalité, pour certains, de l'horizon, pour d'autres, du désengagement. Cela se vérifie tout particulièrement dans le champ de la lutte contre le sida. Parce qu'elles reposaient et reposent encore largement sur une logique de *self help*, les associations se sont souvent souciées de réduire le *turnover* afin d'améliorer le « rendement » des formations dispensées à leurs volontaires. Aussi existe-t-il de nombreuses recherches en psychosociologie visant à établir, à partir d'analyses multivariées comparant populations d'engagés et de désengagés, un modèle prédictif de la durée de l'engagement, aux fins de lutter contre la défection³. Ajoutons à cela la prégnance dans ce champ de la question du *burn out*⁴, qui, si elle n'est pas spécifique au sida, y prend une dimension toute particulière du fait de la violence de l'épidémie et de la mobilisation des personnes atteintes.

À AIDES et à Act Up⁵, les personnes engagées restent en moyenne quatre ans. Un tel *turnover* interdit de s'en tenir à une approche photographique des engagements individuels, à savoir le moment de l'enquête. Les raisons pour lesquelles nous avons cherché d'emblée dans cette recherche à mettre en œuvre une approche processuelle ayant déjà été exposée dans

l'introduction à cet ouvrage, nous n'y reviendrons pas ici. Disons seulement que notre approche entend, à partir d'une analyse des flux d'entrée et de sortie dans les deux associations, articuler les carrières individuelles aux contextes par la prise en compte d'éventuelles générations en les rapportant aux évolutions de l'offre militante dans et en dehors des groupements étudiés. L'analyse repose là sur un questionnaire « daté » adressé à toutes les personnes qui, à un moment ou l'autre de leur histoire, ont été membres de AIDES ou d'Act Up⁶. Cette approche entend tirer toutes les conséquences de l'idée que l'observation de la composition d'un collectif ne prend sens qu'à condition que l'on tienne compte de la temporalité de sa construction, autrement dit, de la succession de cohortes d'arrivées et de départs. L'intérêt porte alors sur les dynamiques internes du recrutement et les transformations des identités collectives en lien avec les modifications des caractéristiques des espaces dans lesquels s'exercent les activités sociales considérées⁷. Les données ainsi récoltées sont enfin approfondies par l'analyse, celle-là plus classique, de récits de vie menés avec une trentaine de militants et ex-militants dans chaque groupement.

L'un d'entre nous a montré ailleurs la fertilité d'une approche du militantisme au moyen du concept de carrière⁸. Nous n'y reviendrons donc pas ici, sinon pour souligner encore à quel point une approche interactionniste n'est pas forcément contradictoire avec le recours à des méthodes d'enquêtes par questionnaires, pour peu que l'on s'attache à temporaliser les observations au moyen d'analyses longitudinales. Dans ce qui suit, après avoir brièvement abordé les questions afférentes à la collecte des sources et illustré l'importance de la prise en compte des désengagés dans les analyses par cohorte, nous nous pencherons sur les logiques du désengagement telles qu'elles se donnent à voir tant à travers les réponses aux questionnaires que les récits de vie.

■ Matériaux et traitements

Construction des données d'enquête

À Act Up, 613 questionnaires ont été retenus pour l'analyse, soit 19 % de l'ensemble des envois. Sur ce nombre, 118 concernent d'anciens militants actifs. À AIDES, ce sont 502 questionnaires, soit 25 %, qui ont été retenus pour l'analyse, parmi lesquels 213 concernent des désengagés.

Il est difficile d'évaluer le degré de représentativité des questionnaires retournés. Des indications parcellaires permettent cependant d'approcher

les biais inhérents à une enquête de ce type. Cela est particulièrement vrai pour AIDES dans la mesure où le fichier des membres mentionne la date d'adhésion et éventuellement de départ de l'association, le sexe, l'âge, le département de résidence et, de manière toutefois sommaire, la profession exercée. On constate d'abord que du point de vue du sexe et de l'âge, il n'existe pas d'écart significatif. En revanche, la répartition des professions et catégories socioprofessionnelles indique une sur-représentation des cadres et professions intellectuelles supérieures (+ 18 %) et une sous-représentation des sans-activité (- 14 %), biais habituel des enquêtes par questionnaire et qu'il faut classiquement rapporter aux ressources nécessaires à la prise de parole et à l'expression d'une opinion dans le cadre d'une enquête auto-administrée. Pour Act Up, nous ne disposons que du sexe et du département de résidence. Ainsi, les hommes sont proportionnellement plus nombreux à avoir répondu, puisqu'ils représentent 56 % des envois de questionnaires et 67 % des questionnaires reçus. Les écarts ne sont pas non plus considérables du point de vue du lieu de résidence des enquêtés, mise à part une légère sur-représentation des provinciaux (+ 6 %) et très légère des parisiens (+ 1,4 %), aux dépens des personnes résidant en banlieue.

Nous avons également comparé pour AIDES les effectifs par années, les flux d'arrivée et de départ. On obtient sur ces dimensions une bonne représentativité des effectifs, mais aussi des flux d'arrivée et de départ. Ce point est essentiel étant donné l'insistance mise ici sur la dimension temporelle. Pour Act Up, faute de données disponibles, c'est sur la foi de nos observations de terrain et de notre connaissance maintenant ancienne de l'association que nous pouvons estimer bon l'échantillon obtenu.

Les frontières du désengagement

Si les entretiens approfondis permettent sans trop de difficulté de décider si oui ou non la personne interrogée a fait défection, selon quelles modalités et quel *timing*, il est plus difficile de l'établir à partir des réponses aux questionnaires. Aussi faut-il expliciter ici nos règles de codage.

En tout premier lieu, le désengagement ne renvoie ni à une situation claire ni à un état définitif. Il faut l'entendre plutôt comme un processus qui, des premiers doutes à la rupture effective, peut s'étirer sur plusieurs années et prendre des formes inattendues. Là encore, l'enquête par questionnaire, parce qu'elle somme les individus de se situer par rapport à la question du départ à un moment précis du temps, opère une forte réduction. Si l'on excepte les enquêtés qui ne songent pas à partir et ceux qui, en revanche, sont vraiment partis et ne comptent pas revenir, il existe un ensemble de

situations intermédiaires qui, pour ne concerner que peu d'enquêtés, ne mérite pas moins d'être mentionné.

Mis en demeure de répondre à la question, certains ne savent pas vraiment comment le faire, se trouvant justement à un moment de leur itinéraire militant où des doutes s'expriment, mais où le départ lui-même n'est soit pas encore effectif, soit pas encore pensé comme définitif. Ainsi cet homme de trente-huit ans, engagé depuis 1992 dans les activités d'Accueil et de Permanence téléphonique à AIDES et qui déclare : « Je n'ai pas vraiment quitté AIDES mais je me sens de moins en moins à l'aise au sein des différentes équipes. Je n'ai pas réellement quitté l'association, mais je n'y ai plus aucune activité depuis juin 1997 », ou bien cet autre volontaire à la Permanence téléphonique depuis juin 1994, de manière épisodique pour des raisons de « gestion personnelle du temps, de motivation », et qui, à la question du désengagement, ne répond ni oui ni non mais « pas vraiment » et précise que son engagement se fait « en dent de scie, parfois je fais, parfois je ne fais pas ».

Par ailleurs, la manière dont fonctionnent les deux associations joue ici un rôle déterminant dans le vécu du désengagement. À Act Up l'appartenance au collectif ne se traduit pas vraiment par des dispositifs matériels, en dehors du fait de renouveler sa carte d'adhérent par le paiement d'une cotisation. Ainsi, nombreux sont les répondants qui, bien que n'ayant plus d'activités dans l'association ou presque, ne sauraient se définir comme désengagés. À AIDES, une procédure « tampon » a été mise en place pour aider les volontaires désireux de se mettre pour un temps en réserve de l'association, soit pour lutter contre une fatigue psychologique, soit que l'attachement au collectif fasse problème. Le volontaire dans cette situation prend une « carte verte », c'est-à-dire que pour une durée précisée à l'avance (de trois à six mois), il n'a plus aucune activité. À l'issue de cette période, il lui appartient soit de revenir soit de quitter l'association. Au moment de l'enquête, une dizaine de volontaires déclarent avoir pris une carte verte. Dans ces cas, nous n'avons pas considéré comme désengagés les répondants.

Un autre cas de figure s'est présenté avec les enquêtés qui, à plusieurs reprises, se sont désengagés, quelquefois pour de longues périodes, puis réengagés, et, parfois se sont à nouveau désengagés. C'est le cas par exemple de cet homme, arrivé en 1994 à AIDES pour l'Aide aux malades, actif au rythme de trois heures par semaine, qui prend une carte verte après le décès de la personne qu'il suivait, puis revient dans le cadre d'Arc-en-ciel⁹ au rythme de deux heures par semaine, pour finalement quitter définitivement l'association en 1997 après avoir trouvé un emploi. Aussi bien, l'exemple de

ce militant d'Act Up qui déclare avoir quitté l'association « en février 1994 pour occuper d'autres fonctions au Centre gai et lesbien (à la demande d'Act Up d'ailleurs); en octobre 1994, après la mort de X; en 1995, parce qu'Act Up ne se ressemblait plus ». Dans l'analyse quantitative, nous n'avons pas rendu compte de ces parcours dont la rareté interdit tout traitement statistique et c'est la situation de l'enquêté au moment de l'envoi du questionnaire que nous avons retenue pour le codage.

Enfin, il faut mentionner le cas de ceux qui, ne répondant pas à la question d'un éventuel désengagement, font malgré tout état d'un départ, soit qu'ils le mentionnent sous forme de dates dans d'autres questions, soit qu'ils répondent aux questions qui, sans ambiguïté, s'adressent aux désengagés (par exemple, sur le nombre de contacts gardés après le départ de l'association). Quelquefois enfin, l'enquêté refuse de dire pour quelle(s) raison(s) il a quitté l'association mais répond indirectement plus loin, à l'occasion d'une autre question. Ainsi cet homme qui déclare avoir été volontaire de 1994 à 1996, qui ensuite ne donne pas de date de départ et répond « personnel » à la question sur les raisons du désengagement, mais qui plus loin, à une question sur ce qui différencie le plus AIDES des autres associations, déclare « aucune difficulté... si un peu sectaire! trop d'abus de pouvoirs de *certain*s! ».

Au-delà des questions de codage, cette réponse suggère également quelques précautions quant à l'interprétation des motifs invoqués. Il faut d'abord tenir compte du fait que l'enquête est perçue, sinon (par certains) comme émanant de l'association elle-même, du moins comme ayant été approuvée par l'association dont la personne interrogée suppose qu'elle aura accès aux résultats. De ce fait, les réponses à cette question peuvent plus que d'autres faire l'objet de détournements et d'instrumentalisations variés. Certains cherchent là sans doute, une fois encore ou peut-être pour la première fois, à exprimer les raisons d'un désaccord, régler des comptes, faire état d'une amertume plus ou moins grande. D'autres, au contraire, éprouvent le besoin de justifier leur départ, voire de l'excuser en fournissant autant de raisons « acceptables », quitte, quelquefois, à dissimuler les motifs qu'ils auraient spontanément avancés dans d'autres contextes. Enfin, dans la diversité des motifs invoqués, il est toujours difficile de restituer « l'ordre » dans lequel les individus en sont venus à éprouver et à formuler leur désir de rompre. L'énonciation *a posteriori* des motifs du désengagement, tout particulièrement dans le cadre d'une réponse à une question ouverte, par nature brève et sollicitant peu la réflexivité, ne permet donc pas toujours de faire le partage entre les raisons les plus « profondes » et les éléments circonstanciels, les événements déclencheurs, les simples prétextes¹⁰.

Pour finir, on indiquera aussi que la manière dont les motifs du désengagement sont formulés dans le cadre et au moment de l'entretien est aussi fonction du contexte dans lequel ils s'expriment. Autrement dit, toutes les raisons ne sont pas invoquables également selon le contexte de leur énonciation. Se mêle ici inextricablement le souvenir des justifications avancées à chaque étape de la carrière à leur mise en forme contemporaine. Le contexte même de l'enquête contribue à définir en partie les registres mobilisables. Réalisée en 1998-1999, notre enquête s'est déroulée dans le cadre d'un relâchement de la pression sur l'épidémie, du développement de nouveaux traitements et d'une démobilisation associative annoncée et dénoncée. Ces éléments définissent une situation dans laquelle les motifs liés au désir de cesser la lutte pour se replier sur la sphère privée, au nom par exemple d'ambitions professionnelles ou d'impératifs affectifs, apparaissent comme évidemment plus légitimes qu'au plus fort de la guerre contre l'épidémie¹¹.

Analyse par cohorte et contexte politique

Une analyse en termes de carrière appelle l'articulation des trajectoires individuelles aux contextes dans lesquels elles se déroulent. La prise en compte de l'offre politique contribue en effet à expliquer la manière dont s'opèrent les choix militants. Le passage à l'acte, pour tous ceux qui sont potentiellement en situation de s'engager ou de se désengager dans un champ de lutte donné, dépend autant de conditions contingentes (rencontres, situation géographique, etc.) et d'une idiosyncrasie personnelle que du champ des possibles politiques¹².

Aussi faut-il rapporter les propriétés génériques des individus autant que les raisons d'agir¹³ qu'ils invoquent aux transformations de l'espace dans lequel s'inscrit l'engagement, c'est-à-dire à son image publique et à sa composition sociale et numérique, aussi bien qu'aux évolutions de l'ensemble des mouvements sociaux et des mutations politiques. C'est ce que, à un autre niveau d'analyse, l'un d'entre nous suggérait dans *Stratégies de la rue* en avançant la nécessité de penser « structurellement » l'action protestataire, c'est-à-dire de ne pas étudier un type d'engagement ou une revendication indépendamment du système des autres engagements et revendications, de même que de ne pas étudier tel ou tel élément d'un répertoire, ou tel répertoire, indépendamment du système des instruments de lutte disponibles¹⁴.

Concrètement, dans cette recherche, et sans qu'il soit possible ici d'en exposer les éléments, nous avons fait porter l'analyse successivement sur trois aspects : premièrement les transformations à l'œuvre dans le champ de la solidarité depuis le début des années quatre-vingt¹⁵ ; deuxièmement, les

conditions de la naissance et du développement du mouvement associatif de lutte contre le sida¹⁶; troisièmement, le profil de l'épidémiologie du sida en France (évolution de la répartition géographique, par sexe, âge et catégories de transmission)¹⁷. Les données ainsi recueillies ont aidé à interpréter les évolutions de la composition des deux associations (soit le produit annuel des flux d'entrée et de sortie de militants et de volontaires). À partir de données sociographiques synchroniques, il eut été impossible de rapporter les évolutions contextuelles aux transformations des collectifs étudiés.

L'attention portée aux flux d'entrée et de sortie, par le raisonnement qu'elle autorise en termes de composition par année (qui est ou était présent à tel ou tel moment de l'histoire des groupements?), de vagues d'adhésion et de défection (qui adhère ou se désengage à tel ou tel moment?) permet alors de retracer, en quelque sorte de l'intérieur, l'histoire des groupements étudiés, au moyen d'une sociographie par année de composition. Pour employer une image, disons qu'il s'agit, comme pour le géologue, de prélever, pour chaque année ou groupe d'années retenues, une carotte qui rende compte de l'empilement successif (et donc de la coexistence) du reste des cohortes de militants, reste que détermine le rapport entre le nombre de nouvelles arrivées par an et le taux d'érosion par cohorte (mesuré par la fréquence des départs chaque année et la durée moyenne de l'engagement par année ou groupe d'années d'arrivée). Les tableaux 1 et 2 (pages suivantes), qui indiquent la distribution des flux d'adhésion et de défection dans nos deux associations, offrent une présentation synthétique de ces flux.

Ainsi, lorsque l'on examine par exemple les raisons d'agir avancées par les ex et actuels volontaires de AIDES, on constate que les registres de justification se concentrent autour de cinq pôles¹⁸: le premier se caractérise par l'évocation de l'expérience de la maladie dans l'entourage proche. Le deuxième par l'expérience personnelle de la maladie. Dans le troisième, les motifs invoqués renvoient aux formes traditionnelles de l'engagement de solidarité (don de soi, altruisme). Dans le quatrième, c'est une vision très politique de la lutte contre le sida qui prévaut. Dans le cinquième enfin, on retrouve tous ceux qui en sont venus à s'engager dans le cadre d'une activité professionnelle.

Rapportés aux années d'adhésion, ces registres révèlent une structure par empilements successifs plus ou moins sécants: les volontaires marquant la plus grande distance à l'expérience de la maladie sont aussi ceux qui, plus que la moyenne, sont arrivés après 1990 et, pour plus du tiers, entre 1995 et 1997. Dans le groupe 4 (engagement politique), 45 % des volontaires arrivent ainsi durant ces trois années alors qu'ils ne sont que 3,3 % à avoir rejoint l'association entre 1983 et 1989. En revanche, le groupe 1 (proximité

Tableau 1. Flux d'adhésion et de défection à AIDES

Durée de l'engagement																	
ANNÉE D'ADHÉSION	SR	-1	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	TOTAL
SR	43* 98** 98***			1 2 1													44*
1984										1 25 13						2 75 100	3 100
1985				2 40 2	1 20 2										2 40 100	5 100	
1986												1 100 14			1 100		
1987					1 13 2	1 13 2	1 13 2	1 13 4					4 50 100	8 100			
1988						1 11 2			1 11 13		1 11 25	6 67 86	9 100				
1989				1 13 1	1 13 2	2 25 4	1 13 2				3 38 75	8 100					
1990					1 6 2		7 39 15	3 17 12		7 39 83	18 100			11 66			
1991		1 5 1	2 11 2	2 11 2	3 16 5	2 11 4		2 11 8	7 37 83	19 100				12 63			
1992	1 2 2	1 2 1	5 11 6	4 9 5	6 14 9	4 9 9	3 7 7	20 45 77	44 100					24 55			
1993		5 8 7	6 10 7	5 8 7	8 13 12	4 6 9	34 55 74	62 100						28 44			
1994		3 4 4	14 20 16	16 23 20	5 7 8	33 46 70	71 100							38 54			
1995		13 18 18	10 14 12	11 15 14	40 54 61	74 100								34 46			
1996		14 23 20	8 13 9	39 64 48	61 100									22 36			
1997		15 27 21	41 73 48	56 100										15 27			
1998		19 100 27	19 100											0 0			
TOTAL	44	71	86	81	66	47	46	26	8	8	4	7	4	2	2	2	502
%	9	14	17	16	13	9	9	5	2	2	1	1	1	0	0	0	100

* effectifs ; ** % en ligne ; *** % en colonne ; N^{bre} total de personnes engagées par années d'adhésion et % en ligne • SR: sans réponse

Tableau 2. Flux d'adhésion et de défection parmi les militants d'Act Up

ANNÉE D'ADHÉSION	Durée de l'engagement											TOTAL	DÉSENGAGÉS PAR AN
	SR	-1	1	2	3	4	5	6	7	8	9		
SR	38*											38*	
	100**											100	
	100***											100	
1989			1 5 1	5 19 6	1 5 2		2 10 5	1 5 3			16 57 75	26 100	10 43
1990		1 4 3	1 4 1	5 22 6	3 13 6	1 4 2				12 52 100	23 100		11 48
1991			4 11 6	3 8 4	3 8 6	3 8 7	1 3 2		24 63 100	38 100			14 37
1992		3 6 8	2 4 3	5 10 6	3 6 6	1 2 2	1 2 2	33 69 97	48 100				15 31
1993		5 9 13	4 7 6	8 14 10	3 5 6		37 65 90	57 100					20 35
1994		5 8 13	11 18 15	6 10 7		38 63 88	6 100						22 37
1995		5 10 13	9 18 13		37 73 74	51 100							14 27
1996		10 16 26	1 2 1	52 83 62	63 100								11 17
1997			39 100 54	39 100									0 0
1998		10 100 26	10 100										0 0
TOTAL	38	39	72	84	50	43	41	34	24	12	16	453	
%	8	9	16	19	11	9	9	8	5	3	4	100	

* effectifs

** % en ligne

*** % en colonne

Nbre total de personnes engagées par années d'adhésion et % en ligne

SR: sans réponse

affective) est proportionnellement le plus anciennement engagé dans l'association, avant le groupe 2 (proximité effective) et avant encore le groupe 3 (altruisme), dont près de la moitié des membres (48 %) arrivent en 1993-1994, ce qui vient renforcer l'hypothèse d'une vague de mobilisation liée plus largement à la fois à une certaine renaissance du mouvement homosexuel et plus généralement de la mobilisation sociale autour de toutes les formes d'exclusion¹⁹.

Enfin, on constate que les luttes internes à l'association, le défaut d'intégration et le mal-être de certains volontaires trouvent bien souvent leur principe dans cette diversité. Plusieurs indicateurs le suggèrent : d'une part, ceux qui au moment de l'enquête avaient quitté l'association sont plus souvent que la moyenne les volontaires des groupes 4 et 5, attestant ainsi une relation inverse entre intensité de la proximité et défection. Si 42,6 % des répondants à l'enquête sont des ex-volontaires, leur proportion est de 45,1 % dans la classe 4 et de 50,9 % dans la classe 5 ; d'autre part, la durée moyenne de l'engagement pour ces mêmes classes est plus courte que la moyenne (3,6 ans pour les groupes 4 et 5 contre 4,1 ans pour les groupes 1 et 3).

Cet exemple montre deux choses : seule une sociographie non synchrone permet de rendre compte de la coexistence, au moment de l'enquête, de profils différents, voire antagonistes ; les interprétations du sens des engagements ne peuvent faire l'économie de la temporalité de ces engagements. La prise en compte des désengagés est donc indispensable à toute analyse des facteurs de l'engagement.

■ Logiques du désengagement

L'originalité du protocole d'enquête mis en œuvre ici justifiait que l'on s'attarde aussi longuement sur les questions de constitution du corpus et sur les spécificités de l'analyse. Sur cette base, nous pouvons maintenant proposer une réflexion directement axée sur les logiques du désengagement. Nous procéderons en trois temps. À partir des seuls désengagés d'AIDES et d'Act Up, nous proposons d'abord une analyse des motifs de la défection. Cette analyse repose sur le traitement d'une question ouverte proposant aux enquêtés d'explicitier les raisons de leur départ. Nous rapportons ensuite ces raisons d'agir aux caractéristiques objectives des individus. Dans un deuxième temps, nous introduisons un récit de vie pour approfondir la complexité du processus du désengagement et nous proposons enfin quelques conclusions provisoires sur les logiques de la défection dans les deux associations.

Les motifs de la défection à AIDES et à Act Up

À AIDES, 213 individus déclarent avoir quitté l'association au moment de l'enquête. Trois grands types de causes sont évoqués²⁰. D'abord, 34 % des motifs font référence soit à un désaccord portant sur l'organisation de l'association (26 %) : rapports entre volontaires et salariés, entre volontaires et

responsables de groupes, responsables de groupes et conseil d'administration, défaillance des formes de soutien aux volontaires et difficultés d'intégration (10 %), soit sur des questions politiques (8 %) : orientations du collectif, stratégies, place de l'aide aux malades, etc. Un second registre, qui regroupe 33 % des motifs, mentionne des facteurs personnels, une modification de la disponibilité biographique : changement de rythme ou de nature de l'activité professionnelle (16 %), événements nouveaux dans la vie affective et familiale (7 %), déménagement (4 %) ou, plus généralement, le manque de temps (6 %). Un troisième ordre de justification se réfère aux effets de la maladie (15 %), qu'il s'agisse directement de la personne concernée, soit, beaucoup plus fréquemment, que l'on évoque la lassitude face aux deuils successifs de proches ou de personnes suivies dans le cadre des activités de l'association (*burn out*). Enfin, plusieurs enquêtés (16 % des motifs invoqués) font état d'une lassitude, d'une démotivation, quelquefois d'un sentiment d'inutilité, raisons exprimées de manière ambiguë et dont on ne peut dire à ce stade si elles se rapportent au *burn out*, à des désaccords organisationnels et politiques ou à une nouvelle perception de l'épidémie due à la mise sur le marché des nouveaux traitements.

En effet, fin 1996, l'arrivée des trithérapies se traduit par une chute de la morbidité et de la mortalité liées au VIH. Simultanément, l'engagement dans les associations de lutte contre le sida connaît une baisse sensible, à la fois en termes de nouveaux militants et de soutiens divers (dons, etc.), si bien que la question est posée de savoir si les multithérapies, par les espoirs qu'elles suscitent (espoir pour soi et pour les autres d'aller mieux), par la nouvelle image qu'elles contribuent à véhiculer de la maladie (celle d'une maladie chronique finalement pas plus dramatique que beaucoup d'autres), mais aussi par les contraintes qu'elles imposent (celle, par exemple, de devoir penser à nouveau l'avenir sur la durée, et donc de se remettre à faire des projets, affectifs, professionnels, etc.) ne sont pas en partie à la source du reflux de la mobilisation contre le sida.

Une analyse par année de départ montre que les raisons avancées par les désengagés pour rendre compte de leur défection sont plus ou moins prégnantes selon les périodes. Ainsi, les motifs qui évoquent les effets directs de l'épidémie en termes de maladie, de deuil ou de *burn out* apparaissent plus tôt que les motifs relatifs à la « disponibilité biographique » – qu'elle soit d'ordre familial, professionnel ou géographique – ou encore à des désaccords organisationnels ou politiques.

Les deux tiers de ceux qui mettent en avant leur état de santé ou celui de leurs proches quittent l'association avant ou pendant l'année 1996. De

même, plus de 60 % de ceux qui évoquent une situation de deuil ou de *burn out* comme motif de leur départ se retirent dans ces mêmes délais. En revanche, plus de la moitié de ceux qui invoquent un manque de disponibilité, qu'il soit lié à un changement dans la vie familiale, dans la vie professionnelle, ou à un déménagement, quittent l'association après 1996. C'est également après cette date que partent plus de 60 % de ceux qui évoquent des désaccords d'ordre organisationnel, politique ou relationnel.

On constate ainsi que les départs les plus massifs observables à partir de l'année 1996 ne sont que pour une faible part imputables aux effets morbides ou létaux de la maladie, mais qu'à l'inverse, les questionnements nés de la nouvelle configuration de l'épidémie semblent avoir favorisé un désengagement justifié par un défaut de disponibilité ou, plus encore, par des situations plus conflictuelles que par le passé.

L'hypothèse courante selon laquelle les multithérapies auraient eu un effet sur le désengagement des personnes atteintes ne peut être validée par nos données, faute d'effectifs suffisants. Ce phénomène, s'il existe à AIDES, demeure sans doute limité dans la mesure où sur l'ensemble des personnes qui ont quitté l'association et répondu à l'enquête, 14 % se déclarent infectées par le VIH, parmi lesquels dix-sept ont d'une part quitté AIDES à partir de 1995 et d'autre part entamé une multithérapie.

Pour Act Up, les réponses à la question des motifs de la défection concernent 113 anciens engagés. Les raisons évoquées suivent la même logique qu'à AIDES.

D'une part, on note la prédominance des motifs liés à un désaccord avec l'association, soit qu'il s'agisse de raisons présentées en termes politiques (30 % contre seulement 8 % à AIDES), soit que le désaccord porte sur des problèmes organisationnels et/ou relationnels (13 % contre 36 % à AIDES) soit enfin que soient évoquées des difficultés d'intégration au collectif (8 %).

D'autre part, 22 % des répondants mentionnent une modification de la disponibilité biographique, qu'il s'agisse d'un changement dans la vie professionnelle (8 %), d'une modification de la vie affective et familiale (8 % contre 7 % à AIDES) ou d'un déménagement (6 % contre 4 % à AIDES). Se rapportant à cet univers de justification, 8 % des motifs expliquent le désengagement d'Act Up par le passage dans une autre association, sans qu'il soit possible de dire ici si ce phénomène concerne un simple passage à une autre association de lutte contre le sida ou une forme de reconversion de ressources militantes en ressources professionnelles, par l'obtention d'un statut de salarié dans une autre association de lutte contre le sida.

Quant à la question du *burn out*, elle est mentionnée par 12 % des enquêtés, dans une proportion donc assez similaire à celle que l'on trouve dans les réponses des volontaires de AIDES (15 %). Enfin, 7 % des motifs renvoient à l'expression d'une lassitude, d'une démotivation dont les fondements, tout comme pour les répondants de AIDES, ne sont pas facilement analysables en l'état.

De la mise en regard du poids des différents motifs chez les désengagés de AIDES et d'Act Up, il ressort, à Act Up, une prédominance nette des raisons exprimées en termes de désaccords politiques, les ruptures référant souvent aux questions qui, à un moment ou l'autre de l'histoire de l'association, ont conduit à des orientations tactiques et/ou stratégiques importantes. Par exemple, le passage au salariat, ou, plus récemment, le développement ou pas de l'information en direction des malades à travers la création des RêPI (Réunions Publiques d'Information) et de la lettre d'information *Protocoles*.

Motifs, dispositions et positions

S'il permet d'approcher différents ordres de justification, le simple tri à plat des réponses à la question du désengagement ne donne cependant qu'une image assez grossière, qui ne permet pas notamment de dire comment les différents motifs se combinent dans une même réponse ni comment les justifications avancées s'éclairent au regard des caractéristiques des individus concernés. Aussi avons-nous soumis les réponses à une analyse par le logiciel ALCESTE qui permet de dégager, dans un corpus de textes, « des classes d'énoncés apparentées par leur vocabulaire »²¹. Le traitement par ALCESTE conduit à identifier des « mondes lexicaux »²² englobant les mots pleins (c'est-à-dire non dépendants de leur contexte) et les mots-outils (mots grammaticaux, verbes modaux), que nous rapportons ensuite aux caractéristiques des individus qui s'y inscrivent.

Pour AIDES, l'analyse permet de dégager quatre classes ou « mondes lexicaux ». Le premier groupe (19,3 % des UCE), rassemble une nébuleuse de motifs dont le point commun est d'abord le registre personnel dans lequel ils s'expriment, par la mise en avant d'un mal-être et d'une souffrance psychologique puisant sa source dans trois ordres plus ou moins mêlés de raisons.

On distinguera premièrement les motifs tournant autour de la dénonciation d'une coupure entre la « base » et les « dirigeants ». Cette remise en cause se décline sur plusieurs modes : l'absence de soutien aux volontaires de la part d'une direction inconsciente du poids psychologique de l'engagement ;

la non-reconnaissance des tâches accomplies par les volontaires; la pesantueur des relations hiérarchiques, qu'il s'agisse des rapports personnels entre responsables de groupes et volontaires, volontaires et salariés, responsables de groupes et conseil d'administration; l'oubli enfin, par les « dirigeants », des buts fondamentaux de l'association au profit de leur intérêt personnel (en termes de pouvoir et de bénéfices matériels). Dans cette classe, la défection est d'abord présentée comme le résultat d'un mauvais fonctionnement des relations hiérarchiques, d'une dérive au profit d'une bureaucratisation inhumaine et de moins en moins soucieuse tant des volontaires que des bénéficiaires, les malades :

« Très déçue de l'ambiance entre volontaires. J'ai cru retrouver la hiérarchie du travail. À l'inverse du bénévolat que je fais depuis quinze ans au Secours catholique, à AIDES je me suis sentie très mal à l'aise. »

« J'étais usé, fatigué, ne trouvant au sein de l'association que rivalité, guerre de groupes pour assouvir une soif de pouvoir interne et voir pendant ce temps les amis et les gens continuer à disparaître. »

« Il n'existe aucun moyen de se ressourcer dans cette association. Aussi l'usure joue-t-elle, insidieusement, sans aucun moyen d'y pallier. À force, cela fait figure d'une démission de l'association vis-à-vis de ses volontaires. AIDES lâche ses volontaires davantage qu'ils ne quittent AIDES. »

« L'activité que j'exerçais, à savoir la permanence téléphonique, est une activité qui demande une grande force psychologique et morale et on est souvent confronté à des appels de grande détresse. J'estimais que le suivi et la formation sur le terrain n'étaient pas suffisants, que moi-même je n'étais pas assez soutenue en tant que répondante. »

Dans les réponses, la mise en cause du « carriérisme », de la recherche effrénée du pouvoir et des bénéfices matériels n'est d'ailleurs jamais aussi affirmée que lorsqu'elle s'accompagne de l'évocation d'une initiative avortée ou d'une espérance déçue dont la responsabilité est imputée aux « dirigeants ». Il peut, par exemple, s'agir des volontaires qui, dans une situation de chômage et de précarité, sollicitent un poste de salarié auquel ils estiment avoir droit en raison de leur travail de volontaire et qu'ils n'obtiennent pas *in fine*. Amèrement déçus, ils quittent toute activité :

« J'étais au chômage. Il y avait un poste de responsable de prévention à X à quinze kilomètres de chez moi. Je n'y songeais pas. À Paris, un responsable important de prévention m'a fortement conseillé de m'y présenter. J'y ai cru. J'ai été jeté sans explication. Après tant d'années de volontariat. Enfin, pour moi c'est un bonheur de voir que celui qu'ils ont choisi est un mauvais (moi je suis vieux et je n'ai pas couché). »

On trouve deuxièmement un ensemble de volontaires qui font état de la difficulté, voire de l'impossibilité de s'intégrer à un collectif trop masculin et trop marqué par l'homosexualité :

« N'étant pas homosexuelle ni homme, je ne me suis jamais sentie vraiment intégrée dans le groupe. C'est pourquoi, après deux années, j'ai arrêté l'activité. »

« J'ai eu une petite fille en 1993 et j'ai décidé de me consacrer à mon enfant. Aussi, j'étais blasée et fatiguée du milieu gay de AIDES. »

« Je m'éloignais des débats homotico-homosexuels et des luttes dogmatiques sur la reconnaissance des mêmes droits pour homos et hétéros. Je ne m'inscrivais pas, et je ne m'inscris pas dans cette différenciation fondée sur les choix sexuels et non sur l'identité sexuelle (homme ou femme). »

Il en va de même de cette femme hétérosexuelle et séronégative, qui s'engage en 1993-1994, pour donner des cours de yoga et qui justifie ainsi son départ : « très mauvaise ambiance. Les femmes hétéro et non séropo ne sont pas les bienvenues. (...) Esprit de *secte*. Pas de remise en question possible. Seule issue : la démission. Relations *très* superficielles », et déclare par ailleurs que ce qui différencie le plus AIDES des autres associations, c'est qu'il s'agit d'un « club de rencontres de la gauche caviar ». Le malaise par rapport à la perception d'une identité par trop homosexuelle ne touche enfin pas que des hétérosexuels, certains volontaires, bien qu'eux-mêmes homosexuels, ayant du mal à « s'identifier au milieu gay », pour reprendre les propos d'un enquêté.

À l'inverse, enfin, pour certains, le sentiment d'une perte de sens peut provenir du sentiment d'une déshomosexualisation de l'association, comme pour cet enquêté : « Lassitude et changement du public des utilisateurs (moins d'homosexuels et plus de toxicomanes). Modification aussi des demandes des utilisateurs (moins d'aide relationnelle et plus de travail social). »

La troisième raison invoquée du mal-être dans l'association s'exprime plus précisément en référence à une « perte de sens » par rapport à la manière dont l'enquêté percevait les missions de AIDES et les motifs de sa propre implication. Il peut s'agir d'abord d'une mauvaise adaptation aux changements structurels de l'association, sa montée en puissance – « une structure qui était devenue beaucoup trop grosse » –, comme le décalage ressenti entre militants de la première heure et nouveaux militants. C'est souvent au sein d'un même groupe que se joue ce décalage, généralement après un mouvement de *turnover*, les « anciens » ne retrouvant plus l'ambiance initiale :

« Crise de croissance au sein d'un groupe ayant entraîné un fonctionnement différent, des exigences incompatibles avec mon emploi du temps, enfin et surtout, la formation au sein du groupe de clans et de coteries, entraînant une mauvaise ambiance et de nombreuses entorses au non-jugement. Il m'est arrivé d'être confronté à un quasi-tribunal. »

Ces réponses semblent indiquer des « conflits de générations », dont on retrouve également la trace parmi certains volontaires qui n'arrivent pas à trouver leurs marques face aux anciens, qu'ils accusent de refuser le changement comme l'exprime ce « déçu de la faible mobilisation » qui devient volontaire après avoir effectué son service militaire à AIDES, pour

finalement partir : « Je sais que beaucoup de volontaires sont là depuis longtemps. Mais beaucoup de freins sont posés inutilement, il faut que l'association s'adapte maintenant. »

Au total, donc, la classe 1 regroupe des motifs exprimés sur le mode personnel, faisant référence soit à une coupure entre la « base » et les « dirigeants », soit à un malaise par rapport à la perception de l'« identité sexuelle » de l'association, soit enfin à un conflit de génération entre anciens et nouveaux.

La classe 2 (21,78 % des UCE) définit, sur certaines dimensions, un monde lexical assez proche de celui de la classe 1, par une même dénonciation des dysfonctionnements internes à l'association et par l'insistance sur de mauvaises relations hiérarchiques. La différence se fait cependant nettement sur le registre dans lequel cette dénonciation s'exprime, la souffrance de la personne concernée étant ici nettement moins soulignée, au profit d'un vocabulaire à la fois plus technique et plus politique (« lourdeurs administratives », « rivalités de pouvoirs », « luttes internes », « conflits d'intérêt », « mobilisation sur des causes n'ayant rien à voir avec le sida », etc.). On retrouve également dans cet univers, mais en creux, certains éléments prégnants dans les justifications de l'engagement : la recherche, ici déçue, d'un engagement de terrain vécu en termes de « don de soi », affranchi de tout intérêt matériel, de toute soif de pouvoir :

« Dégoût vis-à-vis du bureau et du conseil d'administration. Départ consécutif à l'AG de la fédération, luttes de pouvoir, carrières personnelles, oubli des buts de l'association. »

« 1) Problèmes relationnels avec certains cadres de AIDES, qui pourtant sont pour certains volontaires, qui une fois parvenus à ce niveau de responsabilité abusent de leur pouvoir et adoptent un esprit arriviste ;

2) Problèmes relationnels entre justement volontaires et permanents (cadres et salariés), qui ne semblent pas avoir le même intérêt humanitaire. (...) Il est à regretter que les relations entre les volontaires et leurs responsables de groupes, souvent membres de bureau ou du conseil d'administration, soient si souvent dysharmonieuses, voire antagonistes quant aux intérêts portés à la lutte contre le sida. Cela est lié au fait que les responsables de groupes se croient, à travers leurs fonctions, dotés de pouvoirs hiérarchiques (dont ils peuvent user, voire abuser). En outre, il existe indiscutablement des luttes de pouvoir au sein de ces responsables et vis-à-vis des cadres permanents de l'association, ces derniers reproduisent le même modèle vis-à-vis de leurs collaborateurs. »

S'expriment également dans cette classe des désaccords liés à l'évolution politique de l'association, quelquefois vécue comme une dérive, d'un côté par l'extension jugée illégitime des activités et des revendications, de l'autre par un militantisme homosexuel de plus en plus marqué :

« Désaccords avec la politique de AIDES Fédération : positions sur les sans-papiers, la dépénalisation des drogues, le mariage homosexuel. Sentiment que l'association se coupe du grand public

pour adopter un discours trop dogmatique, axé surtout sur les thèmes homos, usagers de drogue, étrangers.»

«Je ne pouvais pas mélanger toutes les luttes : sans papiers, sans-logis plus sida... comme cela était implicitement demandé par l'association.»

«Sensibilité trop différente par rapport à la mort et à l'acharnement thérapeutique qui me semblait devenir un outil de militantisme. L'impression d'avoir été «utilisée» pour la cause gay alors que je venais pour accompagner des malades.»

«Les orientations trop politiques de l'association, reléguant à un rang moindre la question même des personnes séropositives et/ou atteintes du sida. La possibilité d'exercer cette activité d'aide aux personnes malades dans un cadre professionnel très satisfaisant, l'orientation trop homosexuelle de cette lutte.»

Dans la classe 3 (26,24 % des UCE), les motifs se distinguent par l'absence de référence aux problèmes internes à l'association. C'est clairement la lassitude face à la succession des deuils, tant des proches que des malades suivis dans le cadre de l'activité associative, qui est au principe du désengagement. Plus précisément, ce sont les effets délétères sur la personne qui sont principalement évoqués, rendant nécessaire un retrait pour «se retrouver», «se reconstruire» et échapper à une inexorable «destruction de soi» :

«Besoin de couper les ponts pour passer à autre chose, penser à ma propre vie et pas toujours celle des autres. Besoin de prendre du recul pour digérer l'expérience faite à AIDES. Fatigue, lassitude, plus envie d'aller faire les actions. Besoin de revenir à la vie, d'oublier le sida, de passer à des choses plus légères, de retrouver le contact avec moi-même. Sentiment que j'avais beaucoup donné et qu'il était temps que je m'occupe de moi.»

«À la mort du troisième malade dont je me suis occupée, j'ai commencé à craquer, avoir un peu honte de leur survivre en bonne santé. J'ai jugé qu'il fallait m'investir dans une action moins désespérante.»

«En trois ans de permanence hospitalière – entre la permanence, AIDES et mes activités d'aumônerie dans cet hôpital – j'ai été amené à accompagner jusqu'à la mort des familles entières : parents, ou enfants et parents et beaucoup de personnes qui étaient devenues des amis. Je ne pouvais plus continuer.»

La classe 4 (32,67 % des UCE), enfin, regroupe principalement les raisons liées à la modification d'une situation personnelle rendant plus difficile, voire impossible, la participation aux activités de AIDES. On trouve d'abord les aléas liés à la vie estudiantine (examens, concours) et professionnelle, comme le changement d'activité, la reprise d'un emploi, le passage à plein-temps mais aussi le fait d'exercer son activité professionnelle dans un secteur touchant à la lutte contre le sida, rendant du coup extrêmement pesantes les activités de volontariat à AIDES. Les changements de lieu de résidence sont également souvent invoqués : déménagement pour raisons professionnelles, quelquefois à l'étranger, le plus souvent en province, mais aussi déménagement de province (où l'on exerçait une activité de volontaire) à Paris, où l'ambiance à AIDES Île-de-France déçoit. Enfin, les

modifications de la vie affective – nouveaux(elles) partenaires, décès, etc. –, à quoi il faut ajouter l'évolution de l'état de santé des volontaires eux-mêmes, sont largement présentes dans cette classe, sans que, là encore, la référence au fonctionnement interne de l'association n'entre de manière directe en ligne de compte.

« Je travaille dans le secteur de l'aide aux malades du sida et je ne suis plus assez motivée pour exercer en plus une activité de volontaire. »

« J'ai trouvé un emploi de psychologue en province, ce qui m'a obligé à déménager. AIDES existe là où je travaille, mais mon métier me demande déjà beaucoup d'écoute pendant la journée, je n'ai pas eu envie de continuer à AIDES. »

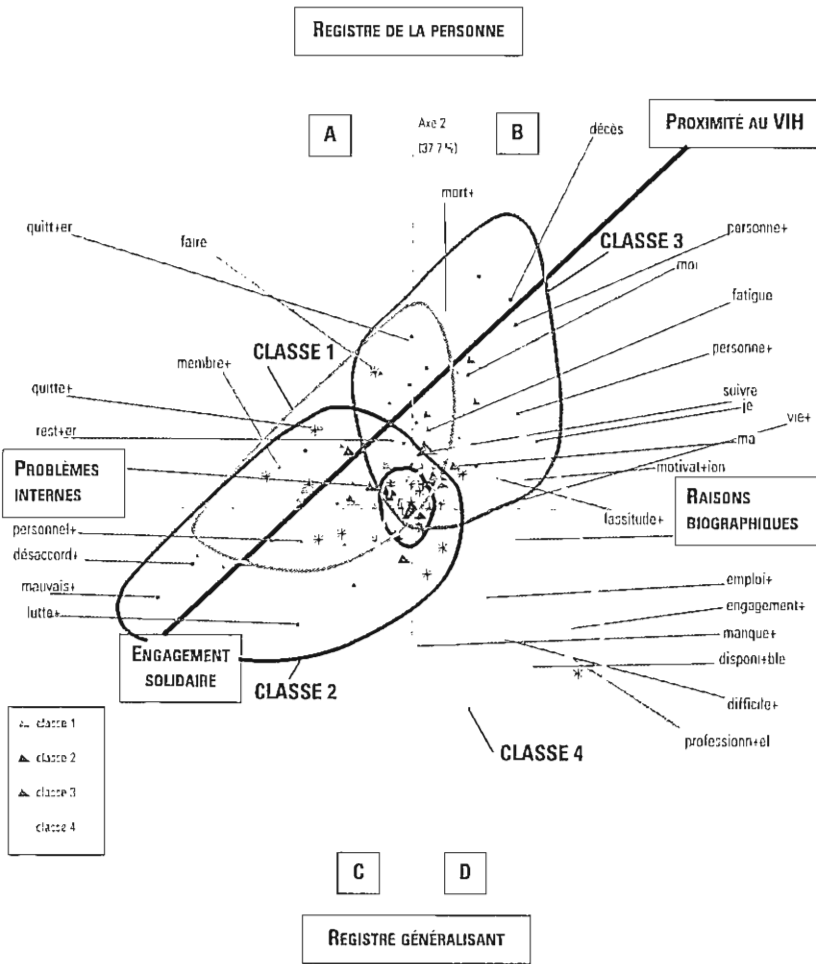
« Par engagement dans une activité de formation. Par un redéploiement des activités que je menais. Difficultés à consacrer du temps en dehors de mes obligations professionnelles et familiales. »

« Lassitude, manque de temps à cause de mon activité professionnelle et nouveau compagnon » ;
« Besoin de mener d'autres projets, l'activité associative finissait par être une drogue nuisant à ma relation de couple établie depuis 1993. »

La projection des quatre univers lexicaux sur un plan, au moyen d'une analyse factorielle des correspondances, permet de faire apparaître les dimensions autour desquelles se répartissent les motifs (graphe ci-après). Les deux axes qui structurent le plus fortement le plan renvoient, d'une part, à une opposition entre l'évocation de problèmes internes à l'association ou propres à la biographie du répondant²³ et, d'autre part, à l'opposition de deux modes de verbalisation des motifs, opposant d'une part un registre de la personne, exprimé sur le ton de l'expérience intime, à, d'autre part, des justifications marquées par une plus grande montée en généralité²⁴. La représentation spatiale des classes permet de souligner un certain nombre de points.

D'une part, les classes ne sont pas exclusives les unes des autres. La classe 1 est ainsi presque entièrement « recouverte » par les classes 2 et 3, elles-mêmes sécantes. Seule la classe 4 est un peu moins sécante que les autres. De fait, on l'a dit, la classe 1 constitue en quelque sorte un monde lexical intermédiaire entre les deux univers de discours que définissent les classes 2 et 3. Toutefois, si l'on considère successivement les quatre cadrans que découpent les axes horizontaux et verticaux, on constate que, pour chacun d'entre eux, l'ensemble des mots projetés est compris dans une classe donnée : la classe 1 pour le cadran A (problèmes internes évoqués sur le registre de la personne), la classe 3 pour le cadran B (raisons biographiques évoquées sur le registre de la personne), la classe 2 pour le cadran C (problèmes internes évoqués dans un registre généralisant) et enfin la classe 4 pour le cadran D (raisons biographiques évoquées dans un registre généralisant). Au-delà de l'intrication des motifs dans la plupart des réponses, ce

Graphique 1. Les motifs de la défection à AIDES



AIDES Enquête 1998. Réponses à la question ouverte : « Pourquoi avez-vous quitté AIDES ? »
 Projection des caractéristiques retenues et répartition des unités de contexte analysées par une analyse factorielle des correspondances sous ALCESTE.

sont bien quatre ordres relativement homogènes (mais pas exclusifs les uns des autres) de justification qui apparaissent.

D'autre part, on notera que la disposition en diagonale des centres de classes 1 à 3, matérialisée par une droite sur le plan, souligne un continuum, avec, d'un côté, les individus faisant état d'une forte proximité à la maladie (classe 3) et, de l'autre un discours renvoyant à une conception de

l'engagement comme partage et don de soi, dessinant une vision dans laquelle l'implication associative apparaît comme opposée à l'univers de l'intérêt, des rapports agonistiques et du politique (classe 2).

C'est plus généralement là une distance aux règles de la politique qui s'exprime, le regret d'une non-valorisation des engagements purement altruistes apparaissant aussi comme ressortissant d'une stratégie compensatoire, offrant soit un moyen de réduire la difficulté à vivre une position faible et dominée au sein de l'association, soit de traduire en termes acceptables un ressentiment vis-à-vis de ceux qui occupent des positions enviées parce que valorisantes ou tout simplement rémunérées. Ce type de phénomène ne s'observe jamais mieux qu'aux périodes où les associations recrutent parmi leurs volontaires des salariés, mettant ainsi en concurrence des « égaux » bientôt frustrés d'un échec vécu comme déni de compétence, comme remise en cause de la sincérité et de la profondeur d'un engagement.

Ces dernières remarques nous invitent à mieux cerner les logiques sociales qui, éventuellement, président au recours à tel ou tel univers de justification du désengagement par les répondants. Nous avons donc rapporté les classes dans lesquelles s'inscrivaient les réponses à la question de la défection aux caractéristiques des individus. Ce faisant, chaque individu peut, selon la nature de sa réponse, être « classé » dans plusieurs « mondes lexicaux ». Par exemple, celui qui déclare ne plus avoir eu assez de temps mais insiste également sur un différend personnel avec le responsable de son groupe peut se trouver aussi bien dans les classes 1 et 4, sans qu'il soit aisé de mesurer l'importance relative de l'un et l'autre registre de justification²⁵.

Dans la classe 1, qui regroupe des motifs exprimés sur le mode personnel, faisant référence soit à une coupure entre la « base » et les « dirigeants », soit à un malaise par rapport à la perception de l'« identité sexuelle » de l'association, soit enfin à un conflit de génération entre « anciens » et « nouveaux », les individus sont un peu plus jeunes que la moyenne des partants, que l'on considère l'âge d'adhésion (+13 % chez les 18-34 ans) ou l'âge du départ (+7 % chez les 24-35 ans); ils ont adhéré relativement plus souvent que les autres dans les années 95-96 (+13 %) et sont donc restés relativement moins longtemps dans l'association que les autres. Ils sont également un peu plus souvent que la moyenne atteints par le VIH (+7 %) mais relativement moins nombreux à avoir connu des proches touchés (-3 %) ou décédés (-13 %) avant de rejoindre AIDES. Enfin, ce monde lexical est plus le fait de femmes (+8 %) et, donc, d'hétérosexuel(le)s (4 %). Ces caractéristiques suggèrent la prépondérance, dans cette classe, de deux sous-groupes :

– d’une part, des personnes hétérosexuelles, femmes le plus souvent, sans proximité effective à la maladie, plutôt engagées au moment du pic de la mobilisation associative dans une logique de solidarité et qui, après un à deux ans d’engagement, n’ont pas trouvé leur place, soit que le fonctionnement de l’association leur paraisse offrir des formes de relations sociales finalement peu différentes de celles qu’elles voudraient justement fuir²⁶, soit que l’« identité homosexuelle » du collectif finisse par leur peser²⁷;

– d’autre part, des personnes atteintes, plutôt jeunes, engagées surtout après 1994, et dont le volontariat a reposé autant sur une démarche solidaire que sur une demande d’aide, qu’il s’agisse de soutien psychologique ou simplement d’informations. Coïncées entre le rôle de volontaire et des attentes de bénéficiaires, ces personnes finissent par se sentir incomprises, au pire trahies et méprisées, et s’en vont.

Enfin, il convient de noter que les enquêtés dont les réponses renvoient à l’univers lexical de cette classe ont pour particularité d’occuper des positions sociales plus dominées que celles dont les réponses se situent dans les autres classes. C’est ainsi que 12 % des enquêtés de la classe 1 déclarent appartenir à la classe des salariés, ouvriers et exploités (contre 6 % dans la classe 2 et 14 % dans la classe 3)²⁸, qu’ils sont plus nombreux que dans les autres classes à déclarer un niveau d’étude bas (40 % n’ont pas dépassé le premier cycle contre 33 % de la classe 2 et 35 % de la classe 3) et que leurs revenus sont plus bas que ceux de la classe 2 (+ 10 %) et 3 (+ 6 %). Ce faisceau de données sur la position sociale indique clairement à quel point, sur une question à laquelle il est difficile de répondre pour toutes les raisons évoquées au début de ce chapitre, les contraintes de la montée en généralité suivent des logiques largement déterminées par les ressources sociales disponibles.

La classe 2, dans laquelle s’expriment des désaccords organisationnels et politiques dans un registre généralisant, regroupe plus souvent que la moyenne des homosexuel(le)s (+ 9 % et + 13 % que dans la classe 1) et des hommes (+ 12 % et + 19 % que dans la classe 1). Par ailleurs, les enquêtés concernés sont moins souvent que la moyenne touchés personnellement par le VIH (– 4 % et – 11 % que dans la classe 1), mais ils ont eu une expérience affective de la maladie avant leur engagement à travers la connaissance de proches touchés (+ 4 %) ou décédés (+ 6 %). Ils sont le plus souvent arrivés à AIDES après 1994, mais sont restés plus longtemps engagés que la moyenne puisque 47 % d’entre eux ne sont partis qu’au bout de deux à trois ans (+ 7 % que la moyenne). Rapportées aux motifs dominants dans la classe 2, à savoir la dénonciation des luttes de pouvoir et l’élargissement des causes défendues, l’une et l’autre au détriment de la lutte contre le VIH, ces

caractéristiques semblent dessiner les contours d'un groupe engagé assez tardivement, au moment du pic de la mobilisation associative contre le sida et dont on peut dire, d'une certaine manière, qu'ils arrivent trop tard dans un collectif dont l'image qu'ils se faisaient ne correspond plus à une réalité qui a changé, à la fois parce que l'association s'est « politisée » par la défense de multiples causes qu'ils ne parviennent pas à relier directement au sida, mais aussi sans doute parce que l'épidémie elle-même a changé de visage.

Dans la classe 3, celle dans laquelle s'exprime la fatigue psychologique face aux contraintes de l'engagement et au *burn out*, on trouve les militant(e)s les plus ancien(ne)s, arrivé(e)s dans la phase de forte croissance de l'association, dans un contexte, entre 1990 et 1995, de généralisation de la cause et de multiplication de l'offre associative (76 % d'entre elles ont adhéré avant 1994)²⁹. C'est également parmi ces personnes que l'engagement a été le plus durable : 50 % sont resté à AIDES de 2 à 3 ans et 38 % de 4 à 7 ans. Il s'agit aussi plus souvent que la moyenne d'hétérosexuel(le)s (+ 17 %), séronégatif(ve)s (+ 9 %) et de femmes (+ 6 %), mais dont l'entourage, avant l'engagement, était marqué plus que la moyenne par la maladie. Enfin, c'est dans cette classe que se concentrent les départs des années 1995-1996 (+ 9 % que la moyenne), alors que pour les classes 1 et 2, les défections sont plus récentes.

C'est à ce point que l'on peut, avec précaution, revenir à l'hypothèse selon laquelle l'apparition et la diffusion de nouveaux traitements à partir de 1996 ont pu jouer dans la démobilité d'une frange de volontaires, engagés depuis longtemps et soucieux, au moment où la pression semble se relâcher, de retrouver « une vie normale », d'autant plus qu'ils ne sont ni homosexuels, ni atteints eux-mêmes.

Si l'on revient aux membres d'Act Up, l'analyse sous ALCESTE des réponses à la question sur le désengagement permet de dégager trois ordres de réponses, ou « mondes lexicaux ».

Le premier (24,48 % des UCE) regroupe d'abord des motifs qui, d'une manière ou d'une autre, expriment le fait de n'avoir pas pu trouver sa place au sein du groupe. Soit, d'abord, à cause du sentiment d'une absence d'effort du groupe pour favoriser l'intégration initiale au collectif, tout particulièrement éprouvé par les hétérosexuel(le)s ; soit, ensuite, qu'au sein d'un groupe plus réduit (qu'il s'agisse d'une commission ou tout simplement d'un groupe de personnes proches), une vague de départ provoque chez ceux qui restent un sentiment de malaise et de décalage : « Plusieurs groupes et commissions ont éclaté à cette époque. Je n'ai pas retrouvé ma place dans ce nouvel environnement. »

Les deux associations étudiées ici se différencient nettement du point de vue des modes de recrutement et d'intégration des nouveaux membres. À Act Up, l'intégration s'effectue sur un mode informel, après le passage par une simple réunion d'accueil, précédant d'une demi-heure la réunion hebdomadaire du mardi soir. En fait, la majorité de ceux qui y assistent pour la première fois ne reviennent jamais : malgré leur premier geste, ils se rétractent avant même d'avoir accompli leur engagement. C'est, d'une part, à travers la constitution de liens avec des militants antérieurement connus ou non et d'autre part à travers la participation aux activités de l'association (groupes/commissions et/ou action publique) que s'effectue plus ou moins rapidement et de manière plus ou moins satisfaisante l'intégration. Étonnamment, le temps n'occupe pas toujours dans ce processus la part déterminante qu'on aurait pu supposer. En effet, certains disent avoir quitté l'association plusieurs années après leur engagement, ou à la suite d'un investissement intensif, au titre pourtant de cette « absence d'intégration dans le groupe » :

« Je donnais beaucoup de mon temps sans avoir l'impression d'être accepté car, malgré le temps, je restais un nouveau. »

« J'ai eu des problèmes d'intégration. Après trois années à Act Up (même si le but premier n'est pas de se faire des amis), je ne me suis fait aucune relation amicale avec les gens. »

Non seulement l'établissement de liens avec d'autres militants facilite l'intégration, mais l'absence de tels liens est aussi donnée pour responsable d'un départ. De la même manière, si c'est la participation aux activités qui conditionne l'intégration, la difficulté à s'y adonner permettra à d'autres d'expliquer leur sentiment d'exclusion et leur départ consécutif :

« Difficultés d'intégration, de communication, voire de reconnaissance. Je me suis sentie atypique par rapport aux autres membres et au fonctionnement informel. Ceci est particulièrement vrai lors d'actions comme les ZAP. Ayant du mal à y participer, j'ai décidé de quitter l'association car ne pas participer aux actions publiques n'a pas de sens. »

Autre manifestation de cette difficulté d'intégration, liée elle aussi à un impossible ajustement aux normes du groupe, le fait de ne pas se sentir correspondre au profil (quantitativement ou idéologiquement) dominant au sein de l'association, en particulier concernant le statut sérologique ou, plus fréquemment, l'orientation sexuelle :

« Je ne suis pas malade et plusieurs membres de l'association avaient l'impression que je ne pouvais pas les comprendre. »

« J'avais du mal à trouver une place dans les autres combats et parmi les membres de l'association, presque tous homosexuels, j'avais simplement du mal à m'intégrer. »

« Pas de place pour les hétérosexuels. Difficile d'intégrer un groupe qui fait déjà très soudé. »

Enfin, certains motifs dans cette classe prennent la forme d'un désaccord avec la « violence » de l'association, qu'il s'agisse de la manière dont, en réunion hebdomadaire, la parole circule³⁰ ou, plus généralement, des modes d'action employés :

« Le message de visibilité d'Act Up était acquis. De ce fait il n'était plus nécessaire de systématiser une action violente à efficacité variable. »

« Comportement quasi hystérique de certains membres lors de ces débats – réunions, par nature stériles et paralysant l'efficacité de l'action et ma compréhension des enjeux. »

« Les réunions hebdomadaires étaient beaucoup trop agitées à mon goût. Je n'ai pas toujours compris pourquoi, luttant pourtant pour la même cause, tant de personnes se disputaient et en faisaient pleurer d'autres. À mon avis, le dialogue ne peut pas se passer dans les cris et dans les hurts. »

Dans la classe 2 (44,79 % des UCE), celle qui regroupe le plus grand nombre de motifs, les raisons évoquées tournent autour de l'idée que l'association elle-même a changé, généralement sur le plan des choix stratégiques et tactiques, même si ce sont finalement aussi les évolutions biographiques du répondant qui se révèlent dans les transformations imputées à l'association. On retrouve dans cette classe la trace d'un certain nombre de conflits qui ont traversé l'association au cours de son histoire et qui ont pu, à des degrés divers, provoquer des vagues de départs. En particulier, les changements de présidents, aux moments où l'épidémie est au plus fort, sont évoqués pour justifier le départ, au moins sans doute parce qu'ils sont des repères pour la mémoire, ou qu'ils ont joué sur le moment comme des déclencheurs. Par exemple, la crise traversée par l'association au moment de l'Assemblée Générale de 1994, juste avant la mort de Cleews Vellay (président de septembre 1992 à septembre 1994), alors que deux candidats se disputent la présidence, et que les résultats de l'élection produisent un grave conflit. De même, l'Assemblée Générale de 1996, où se produit un nouveau changement de président, est l'occasion d'importants conflits entre la nouvelle équipe élue et une partie des militants de l'association, qui la quittent alors :

« À cette période, il y a eu une lutte de pouvoir pour la présidence et autres postes du conseil d'administration. Les gens se sont divisés en deux clans. L'ambiance est vraiment devenue lourde et mesquine. Les deux clans se tiraient dans les pattes. J'ai décidé de partir après l'AG de 1996 et je ne suis par revenue depuis. »

« J'ai quitté l'association car la politique choisie par les dirigeants élus à l'AG de 1996 ne correspondait plus, à mon avis, à une lutte réelle contre le sida. »

L'évocation des conflits interpersonnels se mêle souvent à celle des orientations stratégiques de l'association. Le reproche est ainsi formulé d'un éloignement de l'objectif initial ou jugé prioritaire de l'association, à savoir le sida, mais aussi pour certains l'homosexualité – « Les orientations prises par l'association, notamment axées sur le plan médical ne convenaient pas à

mon envie de travailler sur le droit des homosexuels » –, et en particulier d'une propension trop grande à investir le terrain politique au sens large.

« Act Up était devenu plus cérébral, moins d'action, plus de politique. »

« Une accumulation de bêtise finalement. Beaucoup de mauvaise foi réciproque. Que le virus n'était plus le centre du travail de l'association. »

« Act Up a pris des orientations différentes de celles du sida. De fait, je ne me sentais plus concerné. Act Up n'est plus une association de lutte contre le sida mais un parti politique. »

C'est surtout autour de deux questions liées que s'articulent les motifs du désengagement dans cette classe ; d'une part, celle de l'extension du domaine des luttes, d'abord sur la question des droits des homosexuels, mais aussi par le soutien aux sans-papiers, aux chômeurs, la campagne *Nous sommes la gauche*³¹ :

« Trop déçu par le comportement d'Act Up au Sidaction. En outre, j'estime qu'Act Up doit rester une association loi 1901, ce qui n'est pas toujours le cas, Act Up agissant trop souvent comme un parti politique. Le slogan des RH, « la gauche c'est nous », m'a profondément choqué. »

« Act Up s'est prétendue la liste de gauche (de mémoire, je suis de droite). J'estime inadmissible cette attitude. La guerre contre le sida est apolitique. Act Up a fait une erreur énorme en poussant à une ghettoisation homo et de gauche. Dommage ! »

« Participation et soutien au mouvement des sans-papiers, politiquement et stratégiquement foireuse dans un contexte de démobilisation de la lutte contre le sida. »

« Les réunions devenaient trop virtuelles dans le sens où les préoccupations premières des malades passaient après les discours pseudo-intellos sur les lobbies, les politiques et autres. Cela devenait aussi un lieu presque à la mode. »

D'autre part, la question sur l'intensité et la forme de la radicalité, qu'elle soit perçue comme trop drastique, comme déclinante ou au contraire comme décalée par rapport à une réalité qui aurait changé :

« Désaccord sur la ligne dure de Cleews Vellay qui était basée sur une mobilisation permanente et à outrance. Rythme impossible à tenir pour les militants et défaut de matière de fond argumentée. »

« Désaccord avec le fonctionnement et les projets pour Act Up. C'est devenu une institution respectée qui ne bouge plus guère. Il fallait dissoudre. Act Up ne pouvait aller plus loin qu'elle n'a pu aller dans ses actions. Les gens ont fini par s'habituer aux actions et elle n'avait plus l'impact d'affolement qu'elle pouvait avoir. Il n'y avait plus d'idées neuves, ça tournait en rond. Depuis, malheureusement, je vois que j'avais raison. Act Up ne fait plus rien de passionnant. »

La critique des transformations et du décalage de l'association renvoie parfois clairement à la biographie même du répondant, comme, par exemple, lorsqu'elle est associée à l'évocation de difficultés relationnelles ou au souvenir de personnes proches ayant participé dans le passé à l'action du groupe :

« Je désirais profondément la dissolution d'Act Up qui était beaucoup trop administrative, beaucoup moins enthousiaste, beaucoup trop centrée autour de quelques personnes avec qui j'étais en profond désaccord. C'était devenu un simulacre de démocratie, où l'on votait tout et n'importe quoi, juste pour le principe. La dissolution aurait été un dernier coup d'éclat d'Act Up qui était en train de se casser la gueule et je ne voulais pas assister à la chute de ce qui a été le dernier combat de certains proches. »

C'est aussi dans cette classe que se concentrent les explications de la défection par l'engagement dans une autre association de lutte contre le sida, soit que cet engagement ait préexisté à la militance à Act Up, soit qu'elle lui ait fait suite. Dans tous les cas, c'est en premier lieu l'effet de saturation lié à une vie toute entière tournée vers la lutte contre le sida qui est évoqué là, surtout lorsque s'y ajoutent des formes de proximité effective et/ou affective :

« Travaillant dans une autre association de lutte contre le sida et étant de plus en plus entouré de séropositifs (amis, fiancé), j'en ai eu assez. »

« Overdose de la pathologie sida (amis malades ou décédés) et nouveau travail dans le domaine. »

Pour d'autres, le passage dans une nouvelle association correspond plus à la volonté d'infléchir son activité militante, soit vers des causes considérées comme plus centrales, en réaction en quelque sorte au multi-positionnement d'Act Up sur les différents dossiers concernant le sida, soit vers un engagement politique plus généraliste, dans le cadre associatif ou partisan :

« Pour créer une nouvelle association dans laquelle je me sentais plus utile : contact parents, amis de gays et de lesbiennes. Continuer l'action contre l'homophobie, aider les jeunes homos à se sentir mieux dans la société et dans leur famille. Aider les parents à comprendre leurs enfants gay. »

« Parce que j'ai trouvé mieux ailleurs, en l'occurrence à ASUD que j'ai alors intégré. Je trouvais Act Up sectaire et j'en avais marre d'assister à des réunions sur la gay pride dont j'ai rien à foutre. Avec Act Up, je n'avais pas l'impression de faire concrètement changer les choses. Étant usager de drogues, je me suis naturellement tourné vers ASUD. »

« Lors des RH, il était toujours question de toxicos, femmes, prisonniers, etc. mais on ne parlait pas du tout des homos. De plus, en 1994, les avancées en matière de lutte contre le sida avaient été très significatives : pub pour les capotes, etc. Mon envie de militer s'est orientée de plus en plus ouvertement contre l'homophobie. Je n'avais plus autant de mal à assumer mon homosexualité et j'ai rejoint pour cela un combat plus proche de ce que j'attendais, celui de la lutte contre l'homophobie. »

« J'ai commencé à militer au sein du Parti communiste. J'y ai trouvé ma place, j'ai pu m'y réaliser et mon militantisme n'en a été que plus actif et les résultats meilleurs. »

Enfin, la troisième classe (30,73 % des UCE) regroupe principalement des motifs évoquant le manque de temps, et, lié à ce manque de temps, soit la lassitude d'un engagement total, soit la modification d'une situation professionnelle et/ou affective :

« Pour avoir plus de temps à consacrer à ma vie de couple. Par lassitude, à force c'est toujours un peu pareil. »

« Je ne pouvais plus allier ma vie professionnelle, qui me prenait trop de temps, ma vie sentimentale avec mon activité à Act Up. »

« Le militantisme à Act Up est un engagement très lourd et fatiguant. Au bout de 18 mois, on arrête car il n'est pas possible de militer moins. Les personnes se sont habituées à vous voir

abatte du boulot et si vous voulez réduire, les autres membres ne comprennent pas. Il vaut mieux couper et revenir ensuite au rythme que l'on désire.»

La projection des trois univers lexicaux sur un plan au moyen d'une analyse factorielle fait apparaître la manière dont les motifs se structurent les uns par rapport aux autres. Les deux axes déterminant le plan renvoient d'une part à différents degrés de montée en généralité, de l'expression la plus personnelle à la plus généralisante³² et, d'autre part, à une opposition entre l'évocation de problèmes internes à l'association et les motifs renvoyant à des changements propres à la biographie des répondants³³. Autrement dit, les axes structurant le plan sont les mêmes que ceux que l'on trouve dans l'analyse de la défection à AIDES. Aussi ne nous y attarderons-nous pas ici faute de place. En revanche, il faut s'arrêter aux logiques sociales qui président au choix de tel ou tel univers de justification.

On constate alors que la première classe, où les principaux motifs font état de difficultés d'intégration, se caractérise par une présence plus importante de femmes, d'hétérosexuel(le)s, de séronégatif(ve)s ou de personnes au statut sérologique inconnu. Les caractéristiques socio-biologiques des répondants classés ici montrent qu'il s'agit des personnes les plus éloignées du profil dominant au sein de l'association du point de vue des catégories socio-sexuelles. La proximité à l'épidémie avant l'engagement est plus faible pour les personnes touchées que la moyenne ou que celle des répondants classés dans les autres groupes, mais non négligeable pour les personnes décédées (le pourcentage est inférieur à la moyenne, mais pas à celui des deux autres classes). Du point de vue des dates d'arrivée, des dates de départ ou de la durée de l'engagement, rien ne les distingue fortement des autres groupes.

Dans la seconde classe, où sont rassemblés les motifs qui soulignent le décalage qui s'est peu à peu instauré entre les transformations de l'association et les attentes ou les dispositions personnelles des engagés, on observe des caractéristiques relativement comparables à la moyenne sur les différentes variables socio-biologiques comme sur les dates et durées d'engagement. Notons simplement que les répondants sont ici un peu plus souvent arrivés en 1991-1993, lors de la période de « construction » de l'association, et un peu plus souvent partis en 1994-1996, dates où l'épidémie, comme la mobilisation, étaient au sommet de leur extension, et où le profil des nouveaux venus était légèrement changeant.

Les répondants de la troisième classe enfin, qui font valoir une forme de lassitude et d'incompatibilité croissante avec la vie en dehors de l'association, sont, à l'inverse des personnes classées dans le premier groupe, plus marqués que la moyenne par les caractéristiques des catégories dominantes

dans l'association : plus d'hommes, un peu plus d'homosexuel(le)s, plus de personnes infectées par le VIH. En revanche, la proximité de ces répondants à l'épidémie avant l'engagement était inférieure à la moyenne et à celle des autres groupes. Ils sont ici plus nombreux qu'ailleurs à être arrivés au cours des toutes premières années de l'association, et à en être partis plus tôt que les autres également. Il n'est donc pas surprenant qu'ils soient aussi les plus nombreux à se situer dans la tranche d'âge des 35-44 ans au moment de l'enquête.

Le codage manuel, comme l'analyse ALCESTE, pour peu qu'on les temporalise et qu'on les rapporte aux propriétés des individus, suggèrent un certain nombre d'hypothèses quant aux logiques du désengagement dans les deux associations. L'analyse quantitative des motifs de la défection a d'abord l'avantage de permettre l'évaluation du poids respectif de modalités type de la défection aux différents stades de l'histoire des groupements. Elle autorise également, à partir de l'attention portée au rythme et à l'intensité du *turnover*, de pointer les effets d'une crise (départs suite à une scission), les périodes d'étiage et de reflux, et donc les moments où, peut-être, la transmission et la socialisation au sein d'un groupement ne sont plus forcément assurées. Aussi bien, pour peu que l'on tienne compte des conditions variables d'accès aux postes à responsabilité, on peut commencer de comprendre les logiques internes qui ont pu présider à d'éventuelles réorientations idéologiques, stratégiques ou tactiques³⁴.

■ Retour aux trajectoires individuelles

Il faut cependant aller au-delà de la seule exploration des motifs du désengagement qui, si elle permet de dresser une cartographie de la variation des contextes associatifs, ne suffit pas à rendre compte de la manière dont, pour chacun et de manière irréductible, les idiosyncrasies se combinent aux causalités matérielles pour déterminer l'éventualité du passage à l'acte et les formes qu'il peut prendre. C'est ce que permet l'analyse des récits de vie qui, par la mise en ordre temporelle des différents registres d'expérience, permet de rendre compte du jeu des rencontres entre des dispositions particulières et des circonstances changeantes. Ce que l'on voudrait montrer ici, à travers une trajectoire sélectionnée parmi de nombreuses autres, c'est la complexité du faisceau de déterminations et de circonstances qui conduisent un individu à décider de rejoindre une association, à préférer telle activité au sein du groupe, à décider enfin, à un moment

donné, de partir. Tout au long de son parcours il doit faire des choix. À chaque étape, ces choix se révèlent être le produit complexe de conditions liées à un ensemble de propriétés à la fois personnelles et contextuelles. Chaque choix contribue ensuite à déterminer les opportunités futures par les changements induits en termes de comportement, d'expériences acquises et de perspectives. Autrement dit, à chaque étape de la biographie, les attitudes et comportements sont déterminés par les attitudes et comportements passés et conditionnent à leur tour le champ des possibles à venir, resituant ainsi les périodes d'engagement dans le cycle de vie. Ce qui veut dire que le principe des actions entreprises n'est pas inscrit à l'avance dans les propriétés de chacun puisqu'à chaque étape survient une série de remaniements subjectifs en fonction d'éventuels changements de position et transformations des contextes.

Né en 1970, Antoine a 28 ans au moment de l'entretien. Issu d'une famille ouvrière, il est homosexuel et séropositif depuis 1993. Originaire d'Orléans, il étudie dans un lycée professionnel de Mâcon, puis part à Bordeaux pour des études universitaires jusqu'en 1992. La même année, il rencontre un garçon avec qui il entame une relation. Celui-ci est malade du sida et meurt très vite après leur rencontre. Il s'occupe de lui dans les trois dernières semaines de sa vie et se heurte à l'incompréhension d'une famille qui rejette le malade et ne marque aucune compassion. À cette époque, son cercle d'amis se compose essentiellement de copains de fac et il n'en parle à personne :

« Bon, il meurt, c'est quelque chose que je vis plus facilement parce que sentimentalement la rupture avait fait que... Je veux dire que je n'ai pas perdu un mari quoi, du tout ; En plus, notre relation avait été relativement courte. Enfin, c'est un choc malgré tout, je veux dire c'est pas facile du tout à vivre. Cela a été particulièrement difficile à vivre parce que j'avais choisi, je ne sais pas si j'en ai eu réellement le choix, de n'en parler absolument à personne, ni à ma famille, ni à mes amis, mais la plupart de mes amis étaient à Mâcon et non pas à Bordeaux et les amis que j'avais, que je m'étais fait à Bordeaux étaient plutôt, à cette époque-là – on était en 90 –, étaient plutôt des amis de fac et c'étaient pas du tout des amis d'un cercle homosexuel, que je commence à me constituer à partir de la rupture avec Laurent et pas du tout après mon arrivée à Bordeaux. Donc j'en parle pas avec les amis pédés que j'ai, j'en parle certainement pas avec les amis de fac, donc je n'en parle pas. »

En 1992, il termine son DESS, quitte Bordeaux pour Paris et commence une période où il fait plusieurs stages en entreprise. Il rencontre un garçon hétérosexuel dont il tombe très amoureux et avec lequel il entame une relation qui s'avère difficile. Il fait une dépression. La rupture est consommée à l'été 1992 et il retourne vivre chez ses parents à Orléans, jusqu'en février 1993. À cette date, il décide de venir à nouveau à Paris, où il occupe différents emplois. L'opportunité lui est alors donnée de partir vivre

et travailler à Amsterdam. À l'automne, il tombe très malade mais le test du VIH est négatif. Dans la foulée, il perd son emploi et s'installe à nouveau à Paris. Là, il se souvient avoir été fortement impressionné par la capote géante installée par Act Up sur l'obélisque de la Concorde (1^{er} décembre 1993) qu'il voit à la télévision. Très préoccupé par son état de santé et conscient d'avoir pris des risques, il se décide après de nombreuses hésitations à refaire un test de VIH qui, cette fois-ci, est positif. Très déprimé, il ne voit plus très bien ce que lui réserve le futur. C'est alors qu'il décide de se rendre à une Réunion Hebdomadaire (RH) d'Act Up, après avoir découvert *Action*, la lettre mensuelle d'Act Up.

«Plusieurs fois, en étant dans des établissements gay à Paris, à chaque fois je tombais sur *Action*, enfin je voyais la presse associative, la presse commerciale, etc. et je trouvais qu'*Action*, il y avait quelque chose qui me plaisait. Il y avait quelque chose qui me dérangeait profondément, c'est-à-dire que moi j'étais dans une école de lobbying où le lobbying ça se faisait pas vraiment comme Act Up le préconisait. Et en même temps, je savais que ça pouvait être efficace et il y avait quelque chose qui m'attirait profondément. Bon, je reprends un vieil *Action*, je regarde où on va à Act Up, comment on fait pour aller à Act Up et je me retrouve dans une RH un mardi soir. (...) Et voilà quoi. Et le mardi je suis à la RH et le vendredi qui suit, je suis à ma première réunion de commission. Et voilà comment je suis arrivé à Act Up (...) Bon Act Up... enfin bon, c'est bizarre parce que j'ai un très mauvais souvenir de cette première RH mais en même temps, trois jours après, je suis dans le local d'Act Up pour ma réunion de commission. Il y avait eu ce jour-là un appel à de nouveaux... à de nouvelles bonnes volontés... moi la prévention a priori m'intéressait... parce que j'estimais qu'il y avait quand même eu un vrai problème avec moi et donc je crois que c'était une motivation personnelle et pas altruiste, j'avais peut-être besoin, je crois, de comprendre comment on pouvait arriver à... en fait je découvrais que la connaissance n'apportait pas forcément le comportement, l'attitude adéquate. Et que... alors maintenant j'ai compris que c'était pas forcément une attitude irrationnelle et qu'en tout cas j'avais besoin de comprendre pourquoi ce n'était pas raisonnable. Et... je me retrouve le vendredi à Act Up, je découvre le local et l'ambiance et là c'est vrai que ça me plaît beaucoup plus que la RH, que j'avais trouvée extrêmement politique.»

À partir de là, il sympathise très vite avec l'un des membres. Ils sont amis lorsque celui-ci est désigné comme responsable de commission. Il l'aide énormément à assumer cette tâche et commence, à partir de ce moment, à s'investir beaucoup à Act Up. Sa situation matérielle le lui permet. Il est au chômage et touche une allocation. À Act Up, il trouve ce qu'il cherchait : le réconfort de pouvoir parler avec d'autres séropositifs de sa situation et la possibilité de mieux comprendre la maladie et ses incidences.

«Je trouvais qu'y avait pas de pitié à Act Up et ça, ça me plaisait parce que c'est vrai que j'avais pas du tout envie de compassion par rapport à ce que je vivais, j'avais envie de me retrouver avec des séropos parce que j'étais séropo et j'avais besoin de comprendre ce que c'était que d'être séropo... Mais j'avais pas envie de pitié et à Act Up j'ai pas été déçu. Et

voilà et là-dessus..., là-dessus je travaille à la commission comme un petit fou et je commence à comprendre... enfin je commence à apprendre quoi, en fait j'apprends ce que c'est que le sida véritablement, j'apprends ce que c'est que la maladie, j'apprends ce que c'est que des CD4, j'apprends ce que c'est que les médicaments qui existent.»

Très vite, il se rapproche d'un groupe de militants qu'il va fréquenter assidûment. Il se sent en revanche plutôt éloigné de tout un ensemble de gens qui, bientôt, constitueront l'équipe dirigeante d'Act Up. Pour lui, la raison profonde de ce clivage renvoie à une différence de classe, ces derniers étant des « bourgeois » avec lesquels il ne se sent pas vraiment d'affinités.

« Tu vois, quand je me retrouvais avec Sandrine, j'étais avec quelqu'un de ma classe sociale et ça c'était hyper important, je ne me retrouvais pas avec des médecins, je ne me retrouvais pas, ne le prend pas mal, avec des chercheurs, avec des gens qui... non quoi... Sandrine, c'était... quand on parlait de problèmes de fric, c'était quelqu'un par qui j'étais compris... où il y avait cette proximité aussi avec X³⁵ qu'il n'y aurait jamais pu y avoir avec Y... parce qu'on est pas du même monde, c'est évident. Nonobstant toutes ses qualités, sa chaleur, son brillant, etc. tout ce que j'admire chez Y, moi je reste persuadé qu'on est définitivement pas du même monde et que... contrairement à ce qu'on peut dire, c'est vrai que la communauté gay permet de mixer, de mélanger des gens de classes sociales, d'horizons complètement différents, mais à la fin... c'est exactement comme avec les hétéros, on ne sort qu'avec les gens... c'est pas étonnant si je m'entends bien avec Z... mon père, il était ouvrier, c'est pas... (...)

Le développement d'Act Up, l'importance qu'a eu Act Up en nombre de militants a fait que, forcément, on faisait pas des soirées à cent cinquante. Quand ils étaient vingt à Act Up, ils pouvaient faire des soirées à vingt... quand on était cent cinquante, c'était plus limité quand même donc... donc forcément c'était par affinités... moi je crois beaucoup à ça, par affinités sociales. Moi je me suis toujours... tu sais dans *Jeanne et le garçon formidable*, il y a le tango du malaise, je crois... ou elle se demande ce qu'elle fout là, ce qu'elle fout avec ces bourgeois. Moi j'ai ressenti ça de nombreuses fois parce que c'est vrai que par les études que j'ai faites, le travail que j'ai pu avoir, etc. Je me suis souvent retrouvé dans des classes sociales qui étaient pas ma classe sociale d'origine et ce malaise, je le sens... mais j'ai l'impression qu'on le sent toute sa vie. Enfin moi je suis persuadé, et j'en avais parlé avec Sandrine, je suis persuadé qu'il y a des choses que ces gens-là ne peuvent pas comprendre. J'en ai souvent voulu aux gens qui pouvaient... s'émouvoir d'une situation sociale que par une représentation artistique, c'est-à-dire que la pauvreté par Ken Loach, ça va... mais moi, ça m'émeut beaucoup moins que la pauvreté dans la rue.»

Lorsqu'il se remémore son intégration progressive à Act Up, il insiste particulièrement sur le tournant qu'aura constitué pour lui le fait d'être désigné pour représenter l'association sur une chaîne de télévision. Quelque temps plus tard, il est candidat à un poste de salarié au sein de l'association, mais sa proposition n'aboutit pas. C'est à cette période qu'il entame une relation amoureuse avec l'un des militants de l'association, relation qui dure encore au moment de l'entretien. Celui-ci est également séropositif. À l'été, il organise et réalise le zap (action-éclair) le plus marquant de son activité militante. C'est un franc succès dont il se souvient avec fierté et émotion. Après

ce zap, il a véritablement le sentiment de faire partie intégrante de l'association et son investissement militant devient permanent.

«Donc après le Zap contre Q, ben après, c'est du boulot... c'est vrai que j'ai ma place à Act Up, je suis reconnu à Act Up, c'est un vrai boulot, c'est un vrai boulot et ça me prend... ça me prend... au bout d'un moment, j'avais repris un peu à temps partiel une activité pour gagner un peu d'argent... Mais j'arrête très vite car Act Up occupe l'essentiel de mon temps et en fait je passe ma journée au local plus les réunions le soir plus les manifs le week-end, les actions, etc.»

En même temps, et pour diverses raisons, son cercle d'amis et de connaissances antérieur à l'engagement se réduit de plus en plus :

«Tu sais, j'ai quand même coupé; Act Up, l'engagement, tout ça, la séropositivité... ça a quand même coupé pas mal de ponts avec des amis, des amis que j'avais avant. Mais c'est pas forcément que ça, c'est aussi le fait que, tu vois, j'avais des amis à Mâcon, j'avais des amis à Bordeaux, je suis venu habiter à Paris... il y a ça aussi, mais il y a aussi des gens qui sont venus habiter à Paris et on n'a pas forcément continué à se voir.»

Il participe très activement à la préparation du Sidaction 1996. Il est fortement gêné par la manière dont le président d'Act Up interpelle les pouvoirs publics et quitte l'émission lors de cette soirée. Il souffre d'avoir à justifier *a posteriori* auprès des tiers qui l'interpellent la position de l'association. Selon lui, c'est alors que quelque chose se brise et commence à l'éloigner du groupe. Lorsqu'on lui fait une proposition d'embauche dans une autre association, il accepte et quitte Act Up.

«Bon, moi je me sens quand même très mal, c'était le 7 juin ou le 6 juin je sais plus, un truc comme ça. Je pars à Amsterdam pour la Gay Pride, c'est-à-dire, je vais pas à la Gay Pride à Paris, je pars avec Francis à Amsterdam et... en fait, je dis à Francis, je me souviens on était chez nous, et je lui dis, écoute, moi je vais péter les plombs, cette histoire c'est insupportable, j'ai besoin de prendre du recul. Enfin faut qu'on bouge, faut qu'on aille quelque part. (...) Et quand je reviens à Paris, je me dis... bon, il y a quelque chose de cassé. Je me sens pas de continuer comme ça. Bon, puis c'est tout. Et puis je vais à Vancouver pour la conférence mondiale... et je me retrouve... Act Up détesté à Vancouver, Act Up est regardé, faut voir comment par tous les milieux associatifs français... ça, à la limite, c'est pas très grave... mais tout le monde vient me parler, c'est-à-dire moi je me retrouve au milieu quoi, c'est-à-dire je ne suis pas celui qui est détesté à Act Up, au contraire, et les gens me le disent très franchement. Et moi je suis mal parce que... particulièrement vis-à-vis de W, parce chaque fois je me sens obligé de prendre la défense de W, parce que ça a toujours été quelqu'un que j'ai beaucoup aimé et que je continue à apprécier quoi, c'est quelqu'un que j'aime bien. Et puis on me fait une proposition de travail à Vancouver. C'est Fred que je connaissais et qui est à Vancouver et qui me parle et qui me dit qu'à la rentrée, septembre, octobre, il cherche quelqu'un et tout et est-ce que moi ça m'intéresserait. On en parle deux trois fois à Vancouver et puis on en parle quand on rentre à Paris. (...). Et moi en même temps c'est vrai que le poste m'intéresse et puis je me sentais... j'avais envie... j'avais plusieurs envies... il y avait quelque chose qui à Act Up... tu vois, je sentais que je pouvais pas continuer comme ça... émotionnellement, c'était

pas possible, ce que j'avais vécu avec le Sidaction... plus tout le reste, c'était pas possible. En même temps il y avait eu les résultats des premiers essais thérapeutiques à Vancouver, il y avait un espoir quand même et on l'a bien compris. C'est la première fois que je rencontrais des gens qui prenaient des anti-protéases, qui expliquaient qu'ils regrössaient, qu'ils allaient beaucoup mieux. Bon là-dessus, je pars en vacances... ah oui, on part plusieurs semaines avec Francis. Et puis je reviens à Paris, je vois [...] et... et je lui parle du poste et il me dit: «Écoute, moi je pense que c'est une bonne idée que tu fasses ça, je vais en parler [...]». Et puis bon après ça prend du temps et tout mais le fait est que, en octobre, je démissionne d'Act Up et que, début novembre, j'intègre X... où je reste.»

Depuis son départ d'Act Up, Antoine travaille toujours à X, une association de lutte contre le sida. Peu de temps après son départ, son ami Francis quitte également Act Up pour occuper une fonction salariée dans une autre association de lutte contre le sida.

Le tableau ci-après synthétise les étapes marquantes de la biographie d'Antoine. L'engagement à Act Up est précédé d'une confrontation directe à la maladie, à travers d'abord le décès d'un amant puis l'annonce de la séropositivité. L'entrée dans la maladie coïncide à une mise au chômage. De retour à Paris, Antoine se retrouve seul, sans relation amoureuse ou amicale et fortement déprimé. À son arrivée à Act Up, il noue rapidement des relations d'amitié avec un militant puis avec un petit groupe soudé qui favorise son intégration progressive au collectif. Il milite bientôt de manière très intensive, son allocation-chômage lui permettant de survivre financièrement. Il a le sentiment que son activité militante lui aura permis de réduire les tensions liées à sa séropositivité, en lui offrant la possibilité de fréquenter d'autres séropositifs, de mieux connaître et de « maîtriser » sa maladie. Avec sa rencontre avec Francis, militant et séropositif, ses réseaux de relations se resserrent encore plus nettement autour du collectif qu'il considère comme sa « famille ».

« Act Up compte pour moi d'une façon que je ne peux même pas qualifier quoi. C'est l'association qui m'a permis de me sentir bien en tant que séropositif. Je vais pas nier l'apport du psy, de l'entourage proche, etc., mais j'ai compris qu'on pouvait vivre et j'ai vu qu'on pouvait vivre en étant séropo à Act Up et qu'on pouvait se marrer et qu'on pouvait se faire des amis, etc., et c'est irremplaçable et je crois pas, maintenant que je connais beaucoup mieux les autres associations, je crois pas que j'aurais pu trouver ça ailleurs qu'à Act Up. »

Lorsque, de lui-même, il aborde les conditions de son départ d'Act Up, il met d'abord en avant une gêne profonde vis-à-vis de la manière dont le président d'Act Up a quitté le Sidaction 1996, sentiment qui aurait coïncidé avec la proposition qui lui est faite de travailler dans une autre association de lutte contre le sida. Assez rapidement pourtant, il souligne deux facteurs liés auxquels il finit par accorder dans le cours de son récit une importance

Tableau 3. Trajectoire d'Antoine

Âge	CARRIERE PROFESSIONNELLE	CARRIERE AFFECTIVE/SEXUELLE	CARRIERE DANS LA MALADIE	CARRIERE MILITANTE	ANNEE	RÉSIDENCE	CONTEXTE ASSOCIATIF
21-22	Études secondaires à Orléans DESS	1 ^{re} relation amoureuse : confrontation au rejet de l'amant malade puis décès	Proximité affective. Décès d'un amant		1970 1991 1992	Orléans Bordeaux	
22-23	Stages en entreprises Petits boulots	Relation amoureuse difficile. Rupture en août Dépression. Retour chez ses parents			1992 1993	Paris Orléans	
24	Travail à Amsterdam Licencié. Ciotage	Vie sexuelle intense. De retour à Paris, déprimé, ne voit qu'une parente	Pneumo-infection Séropositivité		1994	Amsterdam Paris	1 ^{er} décembre : Act Up pose une capote sur l'obalisque
25	Chômage. Indemnités	Se lie d'amitié avec un militant, s'intègre à un groupe d'amis, rupture consommée avec les anciens amis (hétéros/province)		1 ^{er} RH à Act Up commission prévention	1995	Paris	
26	Chômage. Indemnités	Relation amoureuse avec Francis, militant et séropo. Vivent ensemble, lui ne fréquente presque que des gens d'Act Up		Préside une commission 1 ^{er} décembre : 1 ^{er} passage TV Candidat à un poste à Act Up. Ne l'obtient pas Un zap réussi : marque son "intégration définitive" désaccord avec la position d'Act Up au Sidaction	1996		Développement des crédits disponibles. Pour les associations, multiplication des emplois salariés Arrivée des trithérapies 1 ^{er} décembre : Act Up quitte l'émission avec fracas
27	Embauché dans une association de lutte contre le sida	Francis, son compagnon, quitte à son tour Act Up pour un emploi salarié dans la lutte contre le sida	Conférence de Vancouver Quitte Act Up		1997		Vague de départ à Act Up (AG 1996) Crise associative. Don/recrutements

majeure: l'arrivée, en 1996, des nouveaux traitements et la nécessité ressentie de se projeter à nouveau dans l'avenir, notamment sur le plan professionnel.

«C'est quand même un enchaînement de réflexions, de coïncidences, etc., ou plus que la modification du discours, moi je suis parti lors d'une modification de l'épidémie... donc ça je suis sûr qu'elle a compté. Après la modification du discours j'ai quand même eu l'impression que ça a pris plus de temps. Tu vois en 96, on parle encore d'urgence, on parle encore de gens qui meurent. Et il y a... il y en a un qui est évident mais enfin il n'est pas unique, c'est que... ce que j'appelle ironiquement l'embourgeoisement, ça participe aussi d'un projet de vie avec un futur qui est plus clair, avec un avenir qui est plus dégagé... Avec le profil... pathologique que j'avais, en 95, il me restait trois ans à vivre avec les statistiques, les courbes qu'on peut faire, etc. Bon, c'est évident que... il n'y aurait pas eu cette perspective d'avoir des traitements efficaces, etc., j'aurais peut-être pas pu me projeter dans... dans ce qui apparaît comme une carrière. À Act Up, je ne faisais pas une carrière. Je peux dire qu'à X c'est une carrière, ça commence à devenir important. Donc, ça c'est important, c'est que... là c'est plus le militant, c'est l'être humain qui face à sa propre affection se dit que... bah, tout compte fait, l'échéance de la mort est... a plus de chances d'être retardée. Donc... mais c'est pas une situation... enfin très particulière quoi, c'est celle que vivent la majorité des séropos. (...)

Le fait de partir d'Act Up, c'était aussi une volonté d'embourgeoisement et je vois pas pourquoi j'en aurais honte... Avant, je gagnais 4400 balles par mois... j'ai été embauché à X et je gagnais 11000 par mois net... ça fait une vraie différence. J'avais quand même fait des études, j'avais bac plus cinq, j'avais une certaine expérience professionnelle, j'avais aussi besoin que... même si je tenais absolument à rester dans la lutte contre le sida... à ce que mes compétences soient reconnues et notamment par un salaire plus conséquent (...). De toute façon, c'était soit je trouvais un autre poste dans la lutte contre le sida, soit je trouvais un autre poste dans le privé, enfin dans ma profession, mais à ce moment-là, je dois dire que j'aurais eu beaucoup moins de temps pour m'occuper de la lutte contre le sida. C'était clair, il fallait que je trouve quelque chose d'autre dans la lutte contre le sida. Enfin, quand je dis c'était clair, c'était même pas clair, en plus on est venu me le proposer, c'est là où je me suis dit, ah, mais oui, en plus je pourrais aller travailler dans une association qui est quand même loin d'être détestable, qui est X. C'est-à-dire on ne me demandait pas de venir travailler à Action Traitement ou à AIDES. C'était X, c'est-à-dire X pour moi c'était une vraie reconnaissance, c'était... à l'époque c'était quand même quelque chose d'assez estimé. Mais pour moi c'était important aussi de gagner de l'argent, de plus être obligé d'appeler ma mère pour lui demander 3000 balles pour payer mon loyer dans les mois où j'avais plus rien (...). On propose ce poste, je pars, et puis en plus je ne suis pas parti fâché puisque même je continue à venir pendant plusieurs mois à Act Up. Parce que moi j'ai eu la chance d'avoir cette transition que d'autres n'ont pas eue... cette transition extrêmement facile.»

Dans le cours de l'entretien, Antoine insiste également sur la détérioration du climat de l'association. Il souligne les rivalités entre factions, les coups bas, les petites trahisons dont il dit avoir pris conscience et commencé à souffrir dès 1995.

«Et il y avait... faut se souvenir... il y a des gens comme Jean-Pierre et d'autres dont j'ai oublié le nom qui..., qui disaient que je voulais prendre le pouvoir à Act Up. La meilleure preuve, c'est que je suis quand même parti tout seul en démissionnant... et pourtant, Dieu sait si j'aime le

pouvoir, ce qui prouve que ça devait quand même pas être à Act Up qu'il y a le siège du pouvoir... des gens qui racontaient des conneries de ce genre... enfin, je sais pas... c'est forcé, il y a ça dans toutes les organisations, c'est pas..., l'ambiance était pas jojo, il y avait ce genre de trucs. C'est vrai qu'on aurait pu... bon, c'est vrai qu'il y a toujours eu ce côté, je crois qu'il y restera toujours, mais c'est... bon, on n'y peut rien quoi. Mais c'est vrai qu'à plusieurs occasions, ça m'a blessé quand même. Mais en même temps j'étais... ça a jamais été très loin, c'est pas ça qui m'a fait partir d'Act Up... parce qu'il y avait des gens à Act Up qui étaient là pour en rigoler avec moi, pour dédramatiser et pour me soutenir, des gens comme Sandrine, Fabrice, Françoise, qui ont toujours été là et qui sont d'ailleurs toujours des amis à moi.»

Ce qu'il ne dit pas spontanément, c'est que son départ s'inscrit plus largement dans une vague de défection qui touche justement le petit groupe dont il se sentait le plus proche et dont son compagnon Francis fait partie. Il ne mentionne ce fait qu'en réponse à une question, sans y insister :

A. : Et sur l'amitié, ça s'est fait comme ça et le fait d'être parti d'Act Up ne m'a pas séparé des amis que j'avais. C'est Sandrine, Françoise, Fabrice, Pierre, c'est des gens que je vois toujours. Et on parle d'Act Up, et on parle du SIDA mais on ne parle pas que de ça. On a aussi construit une vie ailleurs sur d'autres choses.

Q. : Mais les gens en question, c'est des gens qui sont partis...

A. : ... oui en l'occurrence, c'est tous des gens qui sont partis d'Act Up.

Q. : Un peu avant toi ?

A. : Non, pas tous. Pierre est parti après moi, Sandrine après moi, Fabrice avant. Et Sandrine et Françoise sont parties après moi.

Q. : Après toi. Et par rapport à Francis ?

A. : On est parti un peu sur les mêmes... pour les mêmes raisons. C'est qu'on est parti tous les deux en ayant besoin de gagner de l'argent et que, en voulant absolument rester dans la lutte contre le sida, il est parti à (...) et moi à X.»

Enfin, il développe à la fin de l'entretien un argumentaire pour expliquer pourquoi, une fois embauché à X, il lui a été difficile de continuer à militer à Act Up, insistant sur le fait que s'il a effectivement quitté l'association, il demeure engagé à cent pour cent dans la lutte contre le sida.

«À partir de [mon engagement à X], on [lui et Francis] a continué à rester à Act Up mais, c'est vrai, de moins en moins, parce que notre travail individuel a pris de plus en plus d'importance et pour la bonne et simple raison que certains n'ont pas pu comprendre d'ailleurs à un moment à Act Up, c'est que, moi, quand j'avais fait dix heures de sida dans la journée, le soir je ne me sens pas le courage d'aller me refaire deux heures de réunion sida... parce que faut pas non plus que ça devienne religieux, que ça devienne une vocation religieuse, la lutte contre le sida, c'est-à-dire qu'il y a aussi autre chose dans le monde. Et moi, quand j'ai fait ma journée à X... j'ai pas forcément envie... j'ai peut-être envie de regarder un film à la télé, de lire un bouquin, de sortir avec des copains, d'aller au cinéma, etc., et pas forcément de prendre des engagements à Act Up, donc c'est pour ça que j'ai arrêté petit à petit parce que je me suis dégagé de tout engagement au fur et à mesure, parce que c'est pas possible. C'est pas possible dans le temps, c'est pas possible psychologiquement, tu peux pas vivre que par ça. Ou tu le fais, mais tu le fais pour un temps. Mais même quand je faisais que ça à Act Up, quand j'étais qu'à Act Up, j'avais mes espaces de liberté. Et ça, ça me semble indispensable, ça me semble même plutôt sain. Il faut toujours se méfier des gens qui en font trop, je pense, parce que soit ils ne

tiendront pas sur la durée, soit c'est pathologique. C'est pas leur rendre service que de les encourager à ne faire que ça. Il faut pouvoir dire aux gens aussi : «Fais ça, fais-le bien mais rien ne t'oblige à prendre d'autres responsabilités, d'autres engagements, etc.»»

■ Conclusion

Il serait difficile ici de conclure de manière définitive sur les facteurs qui, aux différentes étapes de l'histoire des associations, ont joué sur le désengagement. L'objet de ce texte est moins de proposer une analyse fine des carrières militantes des deux associations que de montrer, en s'appuyant sur un exemple, la fertilité d'une méthode processuelle hybride qui entend combiner analyse quantitative et qualitative.

L'analyse fait ressortir un certain nombre de traits que l'on retrouve par ailleurs dans nombre de travaux sur le désengagement, notamment dans les contributions à ce livre. Trois grandes séries de facteurs se détachent qui se révèlent similaires aux logiques de l'engagement, même si elles prennent dans le cas d'espèce une coloration spécifique.

Le poids d'abord des contextes et les transformations afférentes de l'offre de mobilisation. Dans le cas des associations de lutte contre le sida, on a montré que les différences observables entre cohortes ou générations de militants, et donc les éléments influençant les engagements comme les désengagements sont redevables de toute une série de facteurs. Facteurs externes, d'abord, parmi lesquels l'état de l'offre associative (déterminée notamment par le degré de diversification des groupements³⁶ et de spécialisation des publics ciblés³⁷); l'évolution du contexte épidémiologique (taux variables de mortalité et de morbidité par catégories de transmission) qui détermine en partie, soit directement soit par proximité aux malades, le potentiel mobilisable³⁸; la nature de l'intervention étatique, de la non-intervention à la prise en charge par une série de politiques publiques, notamment de prévention³⁹; enfin, en partie déterminée par tous ces facteurs, l'image publique de la maladie, qu'il s'agisse de la perception des catégories susceptibles d'être touchées, des risques de contagion ou des jugements moraux qui accompagnent le point de vue sur les malades. Facteurs internes d'autre part, qui renvoient à l'état de développement des associations (maillage du territoire, extension numérique et donc élargissement des réseaux de recrutement par interconnaissance), degré d'homogénéité ou d'hétérogénéité du collectif du point de vue des caractéristiques socio-biologiques et idéologiques (qui conditionnent également la nature et l'extension

des réseaux d'interconnaissance), niveau enfin « d'ouverture » des associations étudiées (politique volontariste de recrutement, modalités de l'intégration au collectif, etc.).

L'importance ensuite des « changements institutionnalisés »⁴⁰ et des « points de retournement »⁴¹ aux différentes étapes de la carrière. Cette dimension est particulièrement utile à la compréhension des carrières militantes dans la lutte contre le sida : les récits de vie aussi bien que les réponses aux questionnaires mettent en relief dans la construction des trajectoires le poids de l'expérience directe ou affective de la maladie et, pour les homosexuel(l)es, le désajustement, parfois ressenti dès la prime enfance, entre une socialisation hétéronormée et la découverte de ses préférences, qui amène bien souvent à se vivre en porte-à-faux. Dans ce contexte, il semblerait que l'engagement contre le sida, à un moment où l'image des associations est fortement homosexuelle, peut être aussi redevable de stratégies d'affirmation (et donc de transformations) identitaires visant à la fois l'acceptation de sa propre homosexualité et sa visibilisation dans le monde social.

Le caractère central, enfin, de la pluralité des sites d'inscription ou sphères de vie⁴². Cela amène à l'idée selon laquelle les organisations militantes se composent aussi d'individus insérés dans une multiplicité de lieux de l'espace social. Ils sont donc en permanence soumis à l'obligation de devoir se plier à différentes normes, règles et logiques qui, parfois, peuvent entrer en conflit. Ce que le tableau n° 3 p. 222 entend illustrer, c'est la nécessité d'analyser, en relation les unes avec les autres, la carrière militante à proprement parler (antérieure et présente), la carrière professionnelle (entrées et sorties de la vie active, mobilité professionnelle), la carrière sexuelle et affective (entrée dans la sexualité, vie amoureuse, ruptures biographiques, deuils, etc.), la carrière dans la maladie (entrée dans la maladie, développement du mal, etc.). Ces quatre ordres d'expérience se déroulent simultanément ou successivement et toute la difficulté consiste à étudier à la fois la succession des événements au sein de chaque ordre d'expérience (la structure de chaque ordre) et l'influence de chaque niveau sur tous les autres dont, bien entendu, la variable à expliquer, l'engagement militant.

Dans cette perspective attentive à la multiplicité des sites d'inscription des acteurs et à la variabilité de la valeur accordée, au cours du temps, à l'engagement dans tel ou tel site, deux dimensions semblent jouer particulièrement : celle de la variabilité des rétributions, d'une part, en lien avec la question de l'éventuelle reconversion des ressources militantes ; celle des investissements libidinaux, d'autre part, qui amène à éclairer un angle peu exploré de la sociologie du militantisme.

Dans le cas qui nous occupe, l'analyse des rétributions du militantisme prend tout son sens. Tout particulièrement, les contraintes de la carrière, en lien avec la position dans le cycle de vie, apparaissent ici centrales. L'exemple développé du processus de désengagement d'Antoine montre qu'il faut ainsi articuler les changements dans la sphère des engagements publics avec les changements dans la carrière professionnelle (sortie des études et entrée dans la vie active, perte d'emploi, etc.). Cela est tout particulièrement crucial dans le cas des associations de lutte contre le sida. En effet, la situation très particulière des personnes atteintes au regard du travail dans les premières années de la mobilisation (difficulté à conserver, quelquefois, une activité salariée et, surtout, resserrement des perspectives d'avenir et réduction des possibles latéraux), a pu constituer pour beaucoup un facteur explicatif de l'engagement. Aussi bien, l'apparition des nouvelles thérapies et la nécessité, pour beaucoup, de penser à nouveau un avenir professionnel, ont pu jouer dans le phénomène du désengagement.

Ce constat invite à rapporter les conditions de possibilité des trajectoires militantes à la variation des opportunités professionnelles, tout particulièrement dans les configurations où les ressources acquises dans la sphère militante peuvent faire l'objet d'une reconversion dans le champ des activités salariées. Ce poids des opportunités disponibles n'est jamais autant visible que dans les mouvements « experts » où la cooptation des militants les plus chevronnés par les institutions étatiques ou para-étatiques est fréquente. Dans le cas de la lutte contre le sida, le développement de l'intervention étatique s'est traduit par la création d'un « marché de l'emploi » directement en lien avec le sida, mais aussi, de manière dérivée, avec l'homosexualité, tant par la création d'agences et de structures associatives que par le financement des associations existantes et donc le développement du salariat. Précisons encore que cette extension des possibles professionnels a sans doute permis, pour certains, la réduction des tensions propres à une homosexualité ou une situation de malade qui doivent le plus souvent demeurer cachées dans le cadre professionnel. De ce point de vue, l'offre nouvelle d'emplois a aussi permis de concilier, au-delà de l'idéologie et de la pression matérielle, le double jeu (entre sphère du travail et vie privée) qu'impose souvent une société homophobe.

Si, comme on l'a dit, l'entrée dans la militance anti-sida s'inscrit en partie dans un travail de construction et de gestion d'une identité difficile en lien avec le double stigmatisme de l'homosexualité et de la maladie, il semble bien également que le processus du désengagement soit souvent lié à des moments où les identités s'affirment de manière positive. Le passage par les

associations offre toute une série de ressources et d'outils propres à faciliter la construction d'une telle image positive de soi, notamment par la mise à disposition d'informations sur la maladie, la redistribution des réseaux relationnels et des circuits de sociabilité, les opportunités de retrait libidinal, enfin. Autrement dit, c'est paradoxalement dans l'une des dimensions essentielles de la construction du collectif – le développement d'une économie affective⁴³ – que se trouvent les conditions de possibilité de sa désagrégation. Les associations, par les rôles nouveaux qu'elles proposent d'endosser aux militants et volontaires, contribuent ainsi à une affirmation identitaire dont l'horizon est justement la sortie de rôle, le désengagement⁴⁴. Ce dernier point, en même temps qu'il souligne l'importance de la dimension libidinale des logiques de l'engagement⁴⁵, nous ramène à la centralité de la notion de carrière morale, laquelle justement, entend articuler les trajectoires individuelles au travail de l'institution.

22. Dobry M., « Février 1934 et la découverte de l'allergie de la société française à la Révolution fasciste », *Revue française de sociologie*, vol. 30, n° 3-4, 1989, p. 513.
23. Extraits repris dans Geismar A., *L'engrenage terroriste*, Paris, Fayard, 1981, p. 55.
24. Poirier J., Clapier-Valladon S., Raybaut P., *Les récits de vie*, Paris, PUF, 1983, p. 58.
25. *Ibid.* Souligné par les auteurs.
26. Poirier J., Clapier-Valladon S., Raybaut P., *Les récits de vie*, *op. cit.*, p. 44. Souligné par les auteurs.
27. *Ibid.*, p. 60-61.
28. Interrogations posées par Plummer K., *Documents of Life*, London, Allen & Unwin, 1983, p. 102, et reprises dans Peneff J., *La méthode biographique*, Paris, Armand Colin, 1990, p. 114.
29. On dispose aujourd'hui d'un recueil très complet des archives disponibles en France: *Mémoires de 68. Guide des sources d'une histoire à faire*, Paris, Verdier, 1993.
30. Peneff J., *La méthode biographique*, *op. cit.*, p. 99.
31. Pollak M., *Une identité blessée*, *op. cit.*, p. 36.
32. Peneff J., *La méthode biographique*, *op. cit.*, p. 16.
33. Pollak M., *Une identité blessée*, *op. cit.*, p. 145.
34. Le terme de forclusion jouit, en français, de trois acceptions. Du point de vue didactique, il signifie une exclusion, une impossibilité. Au sens juridique, il désigne la déchéance d'une faculté non exercée dans les délais prescrits. En psychanalyse, il s'agit du mécanisme par lequel des représentations insupportables sont rejetées avant qu'elles n'intègrent l'inconscient du sujet, ce qui le différencie du refoulement.
35. Bertaux D., *Les récits de vie*, *op. cit.*, p. 101.

Notes du chapitre 9

1. Ce texte a fait l'objet de discussions dans le cadre du Colloque du GERMM en 2001 et du Congrès 2002 de l'Association suisse de science politique (Fribourg). Que ceux qui ont participé à ces discussions soient remerciés ici, ainsi que les membres du CRAPUL qui ont bien voulu en faire une lecture critique.

2. Nous nous appuyons sur une recherche initiée en 1998 et consacrée à la mobilisation dans les deux principales associations de lutte contre le sida en France, Act Up-Paris et AIDES Île-de-France, qui a bénéficié du soutien de la MIRE et de l'ANRS. Pour d'autres publications fondées sur ce travail, voir Fillieule O., Broqua C., *Les associations de lutte contre le sida. Approche de l'engagement à AIDES et à Act Up*, rapport final (dactylographié), MIRE, Fondation de France, Crédit Coopératif « Produire des solidarités », novembre 2000, et « Raisons d'agir et proximité à la maladie dans l'économie de l'engagement à AIDES, 1984-1998 », dans Micoud A., Péroni M. (dir.), *Ce qui nous relie*, Paris, Éditions de L'Aube, 2000, p. 283-315; Fillieule O., « Propositions... », *art. cit.*; Broqua C., Fillieule O., *Trajectoires d'engagement. AIDES et Act Up*, Paris, Textuel, coll. « Portraits d'associations », octobre 2001; Broqua C., *Engagements homosexuels...*, *op. cit.* Nous sommes largement redevables à tous ceux qui ont bien voulu nous consacrer généreusement leur temps pour la réalisation de l'enquête et tout particulièrement Antoine, qui a accepté de retravailler avec nous à l'analyse de son récit de vie. Qu'ils en soient ici remerciés.

3. Voir, par exemple, Omoto A. M., Snyder M., « Sustained Helping without Obligation: Motivation, Longevity of Service, and Perceived Attitude Change among AIDS Volunteers », *Journal of Personality and Social Psychology*, vol. 68, n° 4, 1995, p. 671-686; Ouellette S. C., Cassel J. B., « A Typology of AIDS Volunteers », *AIDS Education and Prevention*, vol. 7, suppl., 1995, p. 80-90

4. Voir note 81 du chapitre 1. Le terme *burn out* désigne un phénomène de fatigue psychologique. Il a été défini en 1974 afin de rendre compte de l'épuisement professionnel des soignants (Ayouch-Boda A., « Le syndrome d'épuisement professionnel ou *burnout* », dans Héféz

S. (dir.), *Sida et vie psychique : approche clinique et prise en charge*, Paris, La Découverte, 1996, p. 291-301); dans le contexte de l'épidémie, son usage s'est étendu aux volontaires des organisations de lutte contre le sida. Voir, par exemple, Maslanka H., « Burnout, Social Support and AIDS Volunteers », *AIDS Care*, vol. 8, n° 2, 1996, p. 195-206 et Claxton R. P. R., Catalan J., Burgess A. P., « Psychological Distress and Burnout among Buddies: Demographic, Situational and Motivational Factors », *AIDS Care*, vol. 10, n° 2, 1998, p. 175-190.

5. Lorsque nous écrivons AIDES et Act Up, nous entendons AIDES Île-de-France et Act Up-Paris.

6. Par exemple, pour la carrière professionnelle, la succession des emplois exercés avec mention, sur le modèle du curriculum vitae, des dates d'entrée et de sortie dans tel ou tel emploi. De manière systématique, les différents ordres d'expérience sont soumis à datation (vie militante et professionnelle, mais aussi vie affective, rapport à l'homosexualité et à la maladie).

7. À notre connaissance, seule Nancy Whittier a emprunté cette voie dans son travail sur le mouvement féministe de Columbus, Ohio. Voir Whittier N., *Feminist Generations...*, *op. cit.* et « Political generations, Micro cohorts and the Transformation of Social Movements », *American Sociological Review*, vol. 62, n° 5, oct. 1997, p. 760-778. On trouve cependant dans toute une série de monographies de mouvements des notations sur le rôle joué par la succession des cohortes de militants, notamment à travers la question du remplacement de la « génération » des fondateurs par les cohortes ultérieures et les changements organisationnels et idéologiques qui en découlent. Il n'en demeure pas moins que la question des flux n'est, dans ces travaux, ni l'objet d'un effort d'élaboration théorique ni même placée au centre de la recherche.

8. Fillieule O., « Propositions... », *art. cit.*

9. Arc-en-ciel est un lieu d'accueil aux personnes séropositives créé par AIDES Île-de-France.

10. Comment, par exemple, espérer « ordonner » la réponse suivante : « J'ai suivi jusqu'à sa mort le malade que j'ai accompagné. Entre-temps, mon groupe s'est disloqué et je ne me sentais plus à l'aise dans le nouveau groupe auquel on m'avait intégrée, qui de plus se réunissait loin de chez moi » ? Heureusement, certaines réponses sont plus clairement hiérarchisées, comme dans l'exemple suivant : « Je n'y ai pas trouvé de réelle convivialité, ne m'y sentais pas à l'aise. Déçue de l'ambiance car beaucoup de gens se tiraient dans les pattes. J'étais sans arrêt sollicitée et n'osais pas refuser. Effet déclencheur : la naissance d'un enfant. »

11. Pour une remarque du même type, voir Gottraux P., « *Socialisme ou Barbarie* ». *Un engagement...*, *op. cit.*, p. 175, note 16.

12. De ce point de vue, il serait faux de penser que, parce qu'elle s'inscrit à un niveau micro-sociologique d'observation, la perspective interactionniste manque tout ce que les logiques individuelles doivent « à la logique relativement autonome des institutions de mobilisation (avec leur histoire propre, leur organisation spécifique, etc.) et aux situations institutionnalisées ou non dans lesquelles elle[s] s'opère[nt] » (Bourdieu P., *Le sens pratique*, *op. cit.*, p. 100). Howard Becker, par exemple, insiste tout particulièrement sur « l'incapacité de la sociologie à prendre au sérieux la recommandation que l'on trouve dans presque toutes les présentations des principes de base de la théorie sociologique, mais qui est peut être la plus clairement formulée dans la théorie interactionniste (...) : étudier toutes les parties engagées dans une situation ainsi que leurs relations. Si nous suivions cette recommandation, (...) nous n'étudierions pas les mouvements de protestation politiques comme s'ils impliquaient seulement les protestataires », dans Becker H., *Outsiders...*, *op. cit.*, p. 224.

13. Nous distinguons ici les motivations, soit les conditions initiales de l'action, des motifs ou raisons d'agir. Les motifs sont pensés comme une verbalisation permettant, en situation, de produire des justifications du comportement. Par ailleurs, ils dépendent d'une culture donnée et la justification des conduites individuelles s'exprime dans les catégories générales du langage. Comme le souligne Isaac Joseph, « un motif n'est pas la source subjective de l'action, mais un acte du langage qui s'inscrit dans un vocabulaire disponible pour les acteurs sociaux et leur permet d'interpréter une conduite. Un motif est d'abord une manière de répondre à une question portant sur ce que l'action a d'inattendu ou sur ses alternatives en présentant une

excuse ou une justification », Joseph I., *Erving Goffman et la microsociologie*, Paris, PUF, 1998, p. 28. Pour une argumentation plus développée, voir Fillieule O., « Propositions... », *art. cit.*

14. Fillieule O., *Stratégies de la rue. Les manifestations en France*, Paris, Presses de Sciences Po, 1997, chapitre I.

15. Fillieule O., « Dynamics of Commitment in the Sector Known as «Solidarity» : Methodological Reflections Based on the Case of France », dans Giugni M., Passy F. (dir.), *Solidarity movements*, New York – Oxford, Rowman and Littlefield Publishers, 2000, p. 51-66.

16. Fillieule O., Broqua C., *Les associations...*, *op. cit.*, p. 33-54. Voir également Pinell P. et al., *Une épidémie politique. La lutte contre le sida en France, 1982-1986*, Paris, PUF, 2002.

17. Fillieule O., Broqua C., *Les associations...*, *op. cit.*, p. 243-252.

18. Pour une présentation développée de ces registres, voir Fillieule O., Broqua C., « Raisons d'agir... », *art. cit.*

19. Voir Fillieule O., Duyvendak J. W., « Gay and Lesbian Activism in France: between Integration and Community-oriented Movements », dans Adam B., Duyvendak J. W., Krouwel A. (dir.), *The Global Emergence of Gay and Lesbian Politics*, Philadelphia, Temple University Press, 1999, p. 184-213.

20. Les réponses à cette question ouverte mobilisant le plus souvent plusieurs ordres de justification, nous avons codé pour chaque individu plusieurs réponses possibles. En moyenne, un enquêteur évoque un peu moins de deux motifs (1,6).

21. L'analyse permet de lister les contraintes qui caractérisent le corpus comme un tout. Le corpus est segmenté en « énoncés simples » (les unités de contexte élémentaires, UCE) qui sont classés selon les chaînes de co-occurrence des mots qu'ils comportent, réduits à leur bases lexicales. L'unité analysée correspond à la réponse fournie par le répondant. À partir de là se dégagent des classes qui regroupent des rapprochements stables de catégories sémantiques et de processus discursifs. Notons encore que les non-répondants à la question traitée ont été retirés de l'analyse. Les mondes lexicaux analysés ne concernent donc qu'un sous-échantillon amputé de ceux qui restent silencieux sur cette question, soit environ 3 % des répondants dans les deux enquêtes.

22. En fonction de sa longueur et de sa complexité, une réponse donnée peut combiner plusieurs univers lexicaux. Les classes ne désignent donc pas autant de types de réponses mais plutôt des ordres typiques de motifs dont la combinaison produit une grande variété de discours. Il va de soi que l'indication d'une tendance dominante dans l'expression des raisons d'agir n'exclut pas que divers ordres de motifs s'enchevêtrent la plupart du temps. Pour ne prendre qu'un exemple, un engagement d'ordre professionnel peut s'accompagner aussi bien d'éléments affectifs.

23. Axe horizontal: 42,1 % de l'inertie.

24. Axe vertical: 34,7 % de l'inertie.

25. Précisons qu'ALCESTE nous donne, pour chaque répondant, la classe dominante dans laquelle se range sa réponse (mesurée par un χ^2 d'association). Premier constat, sur 216 réponses prises en compte, il y en a 114 qui s'inscrivent de manière dominante dans une classe, soit 52 %. Dans le reste des réponses, l'intrication des motifs est telle que ne se dégage pas de manière significative un univers lexical précis. Si l'on s'en tient à ces 52 % de réponses pour lesquelles une classe domine, et que l'on regarde dans quelle mesure les motifs font référence également à d'autres univers lexicaux, on constate que, hormis les unités de contexte non classées par ALCESTE, c'est essentiellement dans la classe 4 que l'on trouve des unités de contextes associées aux classes dominantes 1 à 3 (dans la classe dominante 1, 14 % des individus invoquent également des motifs classés en 4, dans la classe 2, 31 %, dans la classe 3, 11 %), ce qui indique que les justifications en termes de rupture biographique accompagnent le plus souvent tous les autres modes de justification, sans qu'il soit possible bien entendu de déterminer la part de ceux pour qui l'évocation de motifs de cet ordre permet de rendre acceptable, voire de masquer d'autres motifs, de ceux qui, faisant défection pour ce type de raisons, en viennent « du coup » à trouver des raisons plus générales au fait d'être parti. La classe 4 ne présentant pas de spécificité marquée en termes de caractéristiques socio-biologiques, de date d'adhésion et de durée de l'engagement, nous n'en ferons pas un commentaire spécifique.

26. En 1989, dans son travail sur les premiers volontaires de AIDES, Pollak avait souligné un risque de hiatus, pour les années à venir, entre les aspirations associatives et les exigences gestionnaires, principalement pour ceux et celles qui souhaitaient, à travers l'engagement à AIDES, « trouver des relations humaines plus chaleureuses. Toutes ces affirmations associées au monde associatif sont opposées au monde du travail, avec sa monotonie et ses contraintes, ses enjeux de pouvoir, ses coups bas, son anonymat » (Pollak M., Rosman S., *Les associations de lutte contre le sida : éléments d'évaluation et de réflexion*. Paris, rapport de recherche MIRE / EHESS / CNRS, 1989, p. 27).

27. Là encore, Pollak avait eu l'intuition de ce possible malaise pour des femmes hétérosexuelles qui, confrontées à un monde étrange autant qu'étranger, ne resteraient pas aussi longtemps que les autres volontaires engagés : « Par ailleurs et sans que ceci puisse être prouvé statistiquement, faute de recul, il semblerait que le temps de passage à AIDES soit plus court quand il s'agit de femmes. La liberté de parole, les blagues sexuelles, le climat de copinage et, indirectement, le fait de se sentir ignorée en tant que femme, peut devenir insupportable. Une volontaire dénonce le rapport que les homosexuels entretiennent avec les femmes et également les femmes qui supportent, voire recherchent ce climat : « À l'époque, j'ai aimé les marginaux. Je ne les aime plus, je les déteste, c'est un milieu épouvantablement phallocrate et machiste. Comme ils ne veulent pas avoir de relations sexuelles avec les femmes, ils ont tendance à considérer que c'est sale, et ils ne se gênent absolument pas pour le dire en présence des femmes. Alors moi, pendant longtemps j'ai rigolé, mais *a posteriori*, c'est très désagréable. Moi, j'ai toujours ressenti très violemment leur façon. Ils sont violents et blessants et ne se rendent pas compte. Et à mon avis, les seules femmes qui peuvent se trouver bien à AIDES ce sont les femmes qui ont un problème avec leur corps », *ibid.*, p. 28.

28. Question ouverte sur le sentiment d'appartenance à une classe sociale.

29. Rappelons également que c'est en 1991 que AIDES lance une campagne de recrutement de nouveaux volontaires en même temps qu'elle renforce le nombre de ses salariés.

30. Pour une analyse de la RH et de son fonctionnement du point de vue de l'organisation des débats, voir Barbot J., « Entre soi et face aux autres : la réunion hebdomadaire d'Act Up-Paris », *Politix*, n° 31, 3e trimestre 1995, p. 113-123.

31. Broqua C., *Engagements homosexuels...*, *op. cit.*

32. Axe horizontal : 52,3 % de l'inertie.

33. Axe vertical : 47,7 % de l'inertie.

34. Joseph Gusfield est sans doute l'un des premiers, dans son analyse de la Women Christian Temperance Union, à relier le changement d'orientation de cette ligue à un renouvellement générationnel longtemps contraint par le fait que les postes de direction n'étaient pas facilement atteignables. Voir Gusfield J. R., *Symbolic Crusade. Status Politics and the American Temperance Movement*, Illinois, Illini books Edition, 1986 [1^o édition en 1963].

35. Les prénoms sont fictifs ainsi que les références aux lieux. X, Y, Z et W sont quatre ex-présidents d'Act Up.

36. Par un effet purement mécanique, l'augmentation en nombre des structures associatives de lutte contre le sida accroît la concurrence pour le recrutement, concurrence d'autant plus sévère pour les groupements dont le travail repose sur le recours au bénévolat ou pour ceux qui revendiquent la représentation de telle ou telle catégorie de personnes atteintes.

37. La création progressive d'associations de lutte contre le sida spécifiquement dédiées à la défense des enfants, des transfusés, des toxicomanes, des migrants, etc., a pour effet de « soustraire », tout au moins pour une part, un ensemble de personnes du potentiel mobilisable des associations plus généralistes comme Act Up ou AIDES.

38. Cela est d'autant plus sûr dans le contexte d'une mobilisation associative dont on sait qu'historiquement elle se construit sur le modèle du *self-help*. Mais c'est justement l'un des intérêts de l'attention portée à la dimension temporelle que de poser la question de la persistance ou non de cette « adéquation » entre évolution de l'épidémie, potentiel mobilisable et personnes effectivement engagées sur la période étudiée.

39. Sur l'émergence du sida comme problème public et la construction des catégories de l'action publique dans ce domaine, voir Favre P. (dir.), *Sida et politique : les premiers*

affrontements (1981-1987), Paris, L'Harmattan, 1992, et Setbon M., *Pouvoirs contre sida. De la transfusion sanguine au dépistage: décisions et pratiques en France, Grande-Bretagne et Suède*, Paris, Le Seuil, 1992; « La normalisation paradoxale du sida », *Revue française de sociologie*, vol. 41, n° 1, janvier-mars 2000, p. 61-78.

40. Strauss A., *Miroirs et masques*, *op. cit.*

41. Voegtli M., « Du jeu dans le je : ruptures biographiques et travail de mise en cohérence », *Lien social et politique, RIAC*, n° 51, printemps 2004, p. 145-158.

42. Selon Anselm Strauss, les acteurs sont pris dans de multiples mondes et sous-mondes sociaux qui peuvent, à l'occasion, entrer en conflits. Voir Strauss A., *Continual Permutations of Action*, *op. cit.*, p. 41-43. Voir aussi Mead G. H., *L'esprit, le soi et la société*, *op. cit.*

43. Un des effets positifs du « tournant culturel » de la sociologie des mouvements sociaux est justement d'avoir bien mis en lumière cette dimension, en lien avec la question des identités collectives et des émotions. Voir, par exemple, Goodwin J., Jasper J., Polletta F., *Passionate Politics...*, *op. cit.*

44. Pour un développement suggestif sur l'articulation entre les concepts de rôle et d'identité, voir Kaufmann J.-C., « Rôle et identité: l'exemple de l'entrée en couple », *art. cit.*

45. Dimension par ailleurs soulignée dans quelques travaux, bien que souvent de manière non systématique. Voir, par exemple, McAdam D., *Freedom Summer...*, *op. cit.*, chapitre 3; Echols A., *Daring to be Bad: Radical Feminism in America, 1967-1975*, Minneapolis, University of Minnesota Press, 1989; Kramer L., *Reports from the Holocaust. The Story of an AIDS Activist*, New York, St Martin's, 1994. On trouvera en revanche dans la littérature sur les mouvements à haut risque (groupes terroristes ou de guérilla, fondamentalistes, sectes) des analyses plus poussées sur la manière dont les collectifs essaient de résister au caractère centrifuge des retraits libidinaux, notamment par la régulation des interactions sexuelles. Voir par exemple, Coser L., *Greedy Institutions...*, *op. cit.*; Goodwin J., « The Libidinal Constitution... », *art. cit.*

Notes du chapitre 10

1. Paru initialement sous le titre « Social Movement Continuity: The Women's Movement in Abeyance », *American Sociological Review*, vol. 54, n° 5, octobre 1989, p. 761-775. Traduction Olivier Fillieule.

2. Klandermans B., « New Social Movements and Resource Mobilization: The European and the American Approach », *Mass Emergencies and Disasters*, vol. 4, 1986, p. 13-38.

3. Flacks R., *Youth and Social Change*, Chicago, Markham, 1971; Touraine A., *The Post-Industrial Society*, New York, Random House, 1971; McCarthy J. D., Zald M. N., *The Trend of Social Movements in America: Professionalization and Resource Mobilization*, Morristown, NJ, General Learning, 1973; Jenkins J. C., « Interpreting the Stormy 1960s: Three Theories in Search of a Political Age », *Research in Political Sociology*, vol. 3, 1987, p. 269-303.

4. Isserman M., *If I had a Hammer: The Death of the Old Left and the Birth of the New Left*, New York, Basic, 1987; McAdam, D., *Freedom Summer...*, *op. cit.*

5. Gusfield J. R., « Social Movements and Social Change: Perspectives of Linearity and Fluidity », dans Kriesberg L. (ed), *Research in Social Movements, Conflict and Change*, vol. 4, Greenwich, CT, JAI Press, 1981, p. 324.

6. Freeman J., *The Politics of Women's Liberation*, New York, David McKay, 1975; Evans S., *Personal Politics...*, *op. cit.*

7. Oberschall A., *Social Conflict and Social Movements*, *op. cit.*; McCarthy J. D., Zald M. N., « Resource Mobilization and Social Movements: A Partial Theory », *American Journal of Sociology*, vol. 82, n° 6, 1977, p. 1212-1241; Mc Adam D., *Political Process...*, *op. cit.*; Jenkins J. C., « Resource Mobilization Theory and the Study of Social Movements », *Annual Review of Sociology*, vol. 9, 1983, p. 527-553.